

Vers une **Révolution verte** en Afrique

Rapport et recommandations des
réunions de haut niveau lors du
Salzburg Global Seminar en 2008

Nalan Yuksel



© Salzburg Global Seminar 2008

Yuksel, N. 2008. Vers une révolution verte en Afrique : Rapport et recommandations des réunions de haut niveau lors du Salzburg Global Seminar en 2008. Salzbourg, Autriche : Salzburg Global Seminar.

La reproduction du texte de cette publication dans un but éducatif ou à d'autres fins non commerciales est permise sans l'autorisation préalable du détenteur des droits d'auteur.

Vers une **Révolution verte** *en Afrique*

Rapport et recommandations
des réunions de haut niveau lors du
Salzburg Global Seminar en 2008

Nalan Yuksel

Préface

« Il est temps que l'Afrique produise ses propres denrées et devienne autonome en termes de production alimentaire. Il n'y a aucune raison pour que l'Afrique ne puisse pas rallier la ligue des régions exportatrices nettes de produits alimentaires.

L'insécurité alimentaire ne devrait pas être acceptée comme un état normal des choses. La situation peut et doit être inversée. S'il y a jamais eu un temps pour une révolution verte en Afrique, c'est maintenant.

Le temps des discours est révolu. Nous devons mettre en œuvre des solutions immédiates pour répondre à la crise actuelle et agir dans le cadre d'un effort concerté à long terme en vue de transformer l'agriculture familiale, accroître la productivité et la durabilité et mettre un terme à la pauvreté et à la faim.

Pour y parvenir, nous avons besoin d'une révolution verte durable et propre à l'Afrique. Cette révolution verte doit tenir compte de la diversité des milieux agroécologiques du continent, mettre au point des variétés végétales améliorées pour les cultures de base, protéger et enrichir la diversité génétique, améliorer la fertilité des sols, améliorer l'environnement et garantir une production alimentaire durable.

La vision, les objectifs et les programmes de l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) forment un vaste ensemble intégré et englobent la totalité de la filière. L'AGRA couvre des investissements considérables dans les domaines de la mise au point de semences améliorées adaptables, d'une meilleure fertilité des sols, de l'irrigation et de la gestion de l'eau, de la vulgarisation agricole, de l'accès aux marchés et de l'élaboration de politiques. »

Kofi A. Annan, Président, Alliance pour une révolution verte en Afrique



Sommaire

Préface	ii
Note de synthèse	2
1. Vue d'ensemble	4
2. Objet et thèmes de l'initiative	5
Questions directrices et thématiques prioritaires	5
3. Vision pour une révolution verte typiquement africaine	9
Points saillants de la conférence	9
Des efforts pilotés par les pouvoirs publics pour transformer l'agriculture africaine	11
L'engagement européen envers l'agriculture africaine	14
4. Multiples perspectives sur l'ordre du jour d'une révolution verte africaine	15
Visions opposées, ordres du jour conflictuels ?	15
Vers une appréciation commune d'une révolution verte typiquement africaine	16
5. Terrains d'entente	17
Crise des prix alimentaires : cible à court terme ou objectifs à long terme	17
Coordination/convergence et alignement/partenariats	17
Faire que les marchés (et les échanges) profitent aux pauvres	18
Environnement et biodiversité	18
Processus impulsés par la demande (avec l'agriculteur comme acteur central)	19
Collecte et utilisation des données	20
Renforcement des capacités	20
Autonomisation et équité	21
6. Recommandations pour faire avancer une révolution verte africaine	22
Institutions et innovations	22
Marchés, commerce et investissements	23
Durabilité de l'environnement et biodiversité	25
Gouvernance et processus politiques	26
Équité, droits et autonomisation	27
Nouvelles menaces et nouvelles opportunités	28
7. Nouvelles orientations et nouvelles possibilités	30
Postface	33
Informations complémentaires	33
Remerciements	34

Note de synthèse

Comment les agriculteurs, les chercheurs, les praticiens du développement, les entrepreneurs privés et les agents des pouvoirs publics peuvent-ils, avec le soutien de la communauté internationale, déclencher une révolution verte en Afrique, une révolution qui réponde aux conditions sociales, politiques et écologiques tout à fait uniques de la région ? C'est le défi qui a été lancé à plus de 113 délégués issus de 29 pays qui ont participé à une série de débats associés à l'occasion du Salzburg Global Seminar fin avril-début mai 2008. L'objectif premier des délibérations visait à évaluer les enjeux les plus pressants et à réviser, affiner et articuler un ordre du jour pour une nouvelle révolution verte durable en Afrique sub-saharienne. Les délégués ont été priés de répondre à la question : quels sont les éléments au cœur d'une « révolution verte typiquement africaine » ?

Le message pivot qui est ressorti des discussions est que la seule solution pour l'avenir de l'agriculture en Afrique consiste à adopter un cap fédérateur, avec une vision claire et des objectifs concrets. Il est admis qu'une « panacée universelle » ne donnera pas de résultat satisfaisant sur le continent africain. Au lieu de cela, une nouvelle approche s'impose qui s'écarterait du concept de solution miracle adaptée à tous les contextes, pour adopter une approche plus nuancée, à partir d'une « mosaïque » de solutions, qui aille bien au-delà d'une obsession pour un accroissement de la productivité et fasse intervenir des considérations liées à l'environnement, la biodiversité, l'équité et les droits.

Les délégués ont passé la majeure partie du temps en groupes de travail pour se pencher sur deux questions fondamentales posées au début de la Conférence : i) comment peut-on exploiter un regain d'intérêt et de nouveaux investissements dans l'agriculture africaine pour engendrer un véritable changement durable ? ii) comment ces efforts peuvent-ils être alignés de façon stratégique

sur d'autres investissements et activités de développement et comment d'autres alliances et partenariats stratégiques peuvent-ils être créés pour garantir le succès de l'initiative ? Avant les réunions, le Comité consultatif international (CCI) a identifié six thématiques premières sur lesquelles concentrer les débats. Il a été demandé aux délégués d'identifier quelques recommandations stratégiques clés sous chacune d'elles et celles-ci sont reprises ci-dessous. Ces recommandations continueront d'être révisées et affinées par les délégués et d'autres parties prenantes à mesure que les initiatives iront de l'avant.

1. Institutions et innovations

- Renforcer les capacités des organisations agricoles et pastorales par le biais de services de recherche et développement (R&D) orientés sur la demande ;
- Transformer l'éducation et la formation agricoles.

2. Marchés, commerce et investissements

- Adopter le Pilier II du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) (Améliorer les infrastructures rurales et les capacités commerciales pour faciliter l'accès aux marchés) à des fins d'investissements dans les marchés et les échanges ;
- Investir dans les capacités de gestion et le partage des risques par le biais de coopératives et d'entreprises agroalimentaires ;
- Développer des politiques régionales et nationales afin de surmonter les contraintes qui brident le développement de la filière.

3. Durabilité de l'environnement et biodiversité

- Inverser la tendance de l'appauvrissement des sols tout en augmentant la productivité par le biais d'un renforcement des capacités et la collecte de données ;
- Promouvoir des mécanismes de gestion communautaire intégrée de l'eau et d'autres actions liées à l'eau ;
- Dresser un état des lieux de la biodiversité agricole africaine et promouvoir son utilisation durable.

4. Gouvernance et processus politiques

- Améliorer la pertinence des politiques générales et créer des tribunes pour permettre aux acteurs publics et privés d'y réagir ;
- Renforcer les mécanismes afin d'améliorer la redevabilité des acteurs publics et non étatiques.

5. Équité, droits et autonomisation

- Promouvoir des partenariats en collaboration pour accéder à des ressources financières innovantes pour les petits exploitants ;
- Renforcer les capacités des petits agriculteurs et des associations paysannes ;
- Promouvoir des réunions inclusives à deux niveaux pour les groupements de producteurs à l'échelle nationale et du district.

6. Nouvelles menaces et nouvelles opportunités

- Adapter des solutions à long terme pour que les systèmes de production et de commercialisation puissent faire face au changement climatique ;
- Développer des systèmes de prévisions en temps réel des conditions météorologiques et du climat ;
- Réduire la vulnérabilité à court terme face au changement climatique par le biais de mesures de protection sociale.

Comme l'ont fait remarquer de nombreux délégués, du fait du tissu complexe et unique de conditions sociales, écologiques et économiques qui existe en l'Afrique, les évaluations de politique doivent toujours s'appuyer sur des analyses propres au contexte. Il est nécessaire de procéder à des évaluations détaillées des ensembles de contraintes qui s'imbriquent pour influencer la transformation agricole en fonction d'analyses propres aux circonstances en présence – tant biophysiques que sociopolitiques – au niveau local, national et régional. Les typologies et les scénarios des « trajectoires » futures possibles (p. ex. diversification, intensification, marketing, etc.) devraient être développés pour chaque contexte

sans se contenter de proposer des alternatives réductrices arbitraires mais en offrant des options modelées pour différentes communautés en fonction de leur milieu de vie.

Ceci soulève la question des investissements, non seulement technologiques et infrastructurels, mais aussi, et c'est fondamental, sociaux, politiques et institutionnels. Les défis que posent les développements technologiques et leur adoption par l'agriculture africaine exigent plus que des investissements importants dans la mise au point de nouvelles variétés de semences ou d'engrais. Ils nécessitent aussi de nouveaux programmes ambitieux et de nouvelles façons d'organiser et de régir le processus d'innovation agricole. Ceci comprend l'élaboration d'un ordre du jour permettant de transformer les systèmes d'innovation agricole par le biais d'approches qui prônent un apprentissage participatif et inclusif.

Au cœur de ces solutions possibles figurent des facteurs politiques, économiques et sociaux qui revêtent une importance cruciale. Au lieu de prôner une approche technocratique pour piloter un vaste développement en Afrique, il est impératif d'adopter une position politiquement plus sophistiquée. En particulier, il est nécessaire de s'attacher davantage à comprendre et influencer les processus d'innovation, d'intervention et de politiques agricoles, sans se contenter de définir leur contenu technique. En bref, un tel ordre du jour exige une approche interdisciplinaire, qui sache allier la meilleure analyse économique et technique aux subtilités d'une analyse socioculturelle et politique.

Ce rapport fait la synthèse d'une semaine de débats intensifs et variés ; il met en exergue les principaux terrains d'entente (tout en reconnaissant les points de désaccord) et il formule un certain nombre de recommandations en termes de suivi et d'action future.



1. Vue d'ensemble

Il y a aujourd'hui d'excellentes raisons de s'embarquer dans une initiative sur le thème d'une « révolution verte africaine ». Le récent lancement de plusieurs grandes initiatives touchant toute l'Afrique, y compris le Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD), l'Alliance pour la révolution verte en Afrique (AGRA) et le projet des villages du Millénaire sont autant d'initiatives qui traduisent un regain d'intérêt et une volonté d'investir des ressources considérables dans le développement agricole africain. Gérés judicieusement, ces efforts pourraient déboucher sur une nouvelle ère d'investissements rationnels et responsables, un renforcement des capacités, des innovations technologiques et une réforme des politiques. Ces progrès pourraient, à leur tour, libérer de nombreux millions d'Africains de l'étau de la faim et de la pauvreté, pour enfin mettre en marche un cercle vertueux de croissance économique et de régénération rurale.

Dans le même temps, l'Afrique est confrontée à de nouveaux défis pressants. La crise actuelle des prix alimentaires a augmenté le coût des denrées de base dans la plupart des pays et elle a touché de nombreux consommateurs pauvres d'Afrique et du reste du monde. La conférence et le séminaire ont tenté d'explorer ces questions et d'identifier les menaces et les opportunités spécifiques que ces événements mondiaux soulèvent pour l'Afrique, en s'efforçant de trouver des solutions à long terme tout en reconnaissant les besoins immédiats.

Pour se pencher sur ces questions, le Salzburg Global Seminar, en partenariat avec le Future Agricultures Consortium et l'Institute of Development Studies (IDS), a créé une initiative sur plusieurs années regroupant une série d'événements connectés. L'objectif recherché est double :

- i) Permettre de tester et d'affiner les propositions en faveur d'une « révolution verte » en Afrique subsaharienne par le biais d'un dialogue entre ceux qui soutiennent cette approche et une grande variété d'experts issus de différents secteurs et diverses régions ; et aider les partisans de cette idée à l'approfondir, se lancer dans un dialogue constructif avec leurs détracteurs et veiller à ce que leurs efforts avancent dans un large cadre politique, en tenant compte des conditions requises d'un point de vue institutionnel, politique, socio-économique et technique.
- ii) Mieux définir un cadre de développement holistique au sein duquel positionner de nouveaux investissements dans l'agriculture africaine et pour que les nouveaux efforts d'investissements en Afrique soient rationalisés de manière à contribuer à une nouvelle vague d'investissements (monétaires et autres) et à engendrer une réduction décisive de la pauvreté ainsi qu'un accroissement durable des opportunités et de la croissance économique.

Les manifestations liées à l'initiative comprennent :

- une conférence (du 30 avril au 2 mai 2008) : *Vers une « révolution verte » en Afrique ?* ;
- un séminaire (du 3 au 7 mai 2008) : *Une « révolution verte » en Afrique : quel cadre pour sa réussite ?* ;
- des réunions sous-régionales en Afrique (2009) : *Tester sur le terrain le paradigme d'une révolution verte africaine.*

Ce rapport décrit brièvement les principales perspectives, les terrains d'entente, et les résultats de la conférence et du séminaire et il propose quelques idées et options nouvelles pour améliorer les politiques et pratiques en matière d'agriculture africaine. Celles-ci seront disséquées à l'occasion de diverses réunions sous-régionales au cours de l'an prochain.

2. Objet et thèmes de l'initiative

La principale fonction de la première rencontre, la conférence organisée du 30 avril au 2 mai 2008, était d'évaluer les enjeux les plus pressants et de passer en revue, d'affiner et d'articuler un ordre du jour pour une nouvelle « révolution verte » au sein d'un cadre de développement durable pour l'Afrique sub-saharienne. En particulier, la conférence s'efforçait d'examiner les états d'esprit et les hypothèses qui sous-tendent les politiques et les pratiques courantes, en vue de permettre une articulation et une mise en œuvre d'un paradigme africain né des conditions et de solutions africaines. En d'autres termes, les quelque 90 délégués ayant participé à la rencontre ont été priés de répondre à la question suivante : Quels sont les éléments au cœur d'une « révolution verte typiquement africaine » ?

La conférence a rassemblé diverses parties prenantes venues d'Afrique et d'ailleurs, des représentants des pouvoirs publics, du secteur des affaires, de la recherche, des institutions donatrices et des organisations non gouvernementales (ONG). Les délégués ont donc entrepris d'examiner le cadre du développement agricole émergent en Afrique, au sein duquel pourrait être défini l'ordre du jour d'une révolution verte. Ils ont aussi décidé d'identifier des opportunités pour valoriser les partenariats et de recommander des actions spécifiques pour la mise en œuvre. Les idées et recommandations concernant des ajustements de politiques, la rationalisation des pratiques et la création d'alliances stratégiques ont été isolées et passées en revue afin d'identifier des terrains d'entente et des enjeux à traiter en priorité.

Le séminaire, qui a fait suite à la conférence, s'est déroulé du 3 au 7 mai 2008 et il a regroupé près de la moitié des participants à la conférence ainsi que 23 nouveaux délégués, majoritairement africains et issus d'une grande variété d'organisations publiques, privées et de la société civile. Ce suivi s'est inspiré des résultats et recommandations de la conférence pour les affiner davantage, en ciblant les enjeux

stratégiques et en identifiant des mesures concrètes pour y répondre. Le séminaire s'est penché sur des questions vitales en suivant les mêmes thématiques prioritaires que celles ayant contribué à orienter les débats de la conférence. Il s'est efforcé d'exploiter l'élan de la conférence pour monter des points d'action plus concrets à partir des idées et des recommandations nées de la première rencontre. Les délégués du séminaire ont recommandé des interventions stratégiques et des actions dans le champ des politiques et pratiques, de l'activité des bailleurs, du renforcement des capacités et de l'allocation des ressources, en identifiant des marches à suivre concrètes ainsi que les domaines où la présence d'un leadership plus fort par des acteurs de premier plan jouera un rôle déterminant pour la réalisation des objectifs.

Suite à ces deux premières rencontres à Salzbourg, les recommandations d'actions stratégiques seront partagées avec un vaste échantillon représentatif des parties prenantes institutionnelles en Afrique et au-delà, lesquelles seront invitées à donner leurs réactions et suggestions. Les recommandations seront aussi diffusées par le biais d'une série de réunions sous-régionales en Afrique afin de les mettre à l'épreuve, de les affiner et de les contextualiser, en travaillant plus dans le détail et en permettant l'implication d'autres acteurs nationaux et locaux.

Questions directrices et thématiques prioritaires

Deux questions fondamentales ont guidé les débats de la conférence et du séminaire :

- 1 Comment peut-on exploiter un regain d'intérêt et de nouveaux investissements dans l'agriculture africaine pour engendrer un véritable changement durable ?
- 2 Comment ces efforts peuvent-ils être alignés de façon stratégique sur d'autres investissements et activités de développement (par des bailleurs



Godfrey Bahiigwa (à gauche) et Ephraim Chirwa (à droite)

privés, une aide publique ou des entreprises privées) et comment d'autres alliances et partenariats stratégiques peuvent-ils être créés pour garantir le succès de l'initiative ?

La conférence *Vers une « révolution verte » en Afrique* ? comprenait une série de présentations et d'articles de fond axés sur les six thématiques prioritaires recensées ci-dessous. Chacun de ces thèmes mettaient en exergue des enjeux et des défis clés liés à la réalisation d'une révolution verte africaine réussie et ils ont permis d'identifier des leçons importantes, des exemples pratiques et des implications politiques, qui ont à leur tour servi de base aux discussions de groupe de la conférence et informé les travaux permanents de l'initiative. Des extraits des articles de fond sont présentés ici ; le texte intégral des présentations est disponible sur le site internet du Salzburg Global Seminar (voir Informations complémentaires, p. 33).

1. Institutions et innovations

Njabulo Nduli, Conseillère en agriculture, Ambassade d'Afrique du Sud à Rome

Au cours des 50 dernières années, les institutions traditionnelles fondées sur l'agriculture et le monde paysan en Afrique ont évolué ; de bénéficiaires de services, elles sont devenues des institutions de prise de décision. Cette note d'information décrit comment ont évolué les différentes institutions africaines et elle tire deux conclusions essentielles du développement de ces institutions qui sont pertinentes pour une révolution verte africaine : i) des mécanismes de collaboration poussés encouragent de nouveaux partenaires à participer, en particulier ceux qui n'ont pas été associés au secteur agricole dans le passé, comme le secteur privé et les groupes marginalisés ; et ii) l'exclusion des organisations paysannes de ces institutions constitue une grave menace et de nouvelles approches s'imposent pour renforcer leur

participation. Mme. Nduli affirme ensuite que les institutions doivent mettre en place des mécanismes pour veiller à ce que la voix des paysans puisse être entendue et leurs pratiques reconnues.

2. Marchés, commerce et investissements

John Thompson, Professeur chargé de recherches à l'Institute of Development Studies

Des marchés agricoles performants ont le potentiel de réduire le coût des denrées et l'incertitude des approvisionnements, d'améliorer la sécurité alimentaire et de contribuer à la croissance économique. Cette note d'information examine la dynamique des « mondes ruraux » en pleine mutation où vivent une variété de producteurs et de transformateurs agricoles. Le Dr Thompson identifie trois stratégies pivots pour répondre aux impératifs commerciaux, aux besoins de sécurité alimentaire et aux priorités de ces différents groupes : i) optimiser la productivité du secteur agricole et les opportunités de marché ; ii) promouvoir les moyens de subsistance diversifiés à la ferme mais aussi en dehors de celle-ci ; et iii) réduire le risque et la vulnérabilité par des politiques, des recherches et des investissements



Ummakalthum "Ummy" Dubow

efficaces dans des actions de protection sociale et dans le domaine de la production agricole. Il préconise plus d'investissements dans la recherche publique et le soutien aux politiques, pour permettre aux populations rurales de poursuivre des activités de marché prometteuses et génératrices de revenu, tout en garantissant la couverture des besoins de sécurité alimentaire du ménage.

3. Durabilité de l'environnement et biodiversité

K. Atta-Krah, B. Forson, M.R. Bellon, T. Hodgkin et J. Cherfas, Bioversity International

Il existe un grave risque d'insécurité alimentaire profonde en Afrique du fait du changement climatique et de la concurrence accrue qui s'exerce entre les cultures vivrières et les biocarburants. Ce papier décrit deux grandes approches pour des interventions « sensibles à l'environnement » au sein de la révolution verte africaine : i) une intensification à grande échelle ; et ii) des systèmes d'agriculture familiale hautement diversifiés. Ces deux approches englobent une meilleure adaptation à l'hétérogénéité et des niveaux modérés d'intensification et elles mobilisent les producteurs et les pasteurs en leur capacité d'acteurs clés. Les auteurs suggèrent que des interventions politiques pivots impliqueront la suppression des subventions et le recours à des mécanismes de marché et autres pour réguler les marchés et générer des récompenses pour les services agri-environnementaux. Ils soutiennent que des gains de productivité peuvent être obtenus par le biais d'une meilleure adaptation conjuguée à un niveau modéré, plutôt qu'un haut degré, d'intensification.

4. Gouvernance et processus politiques

Lindiwe Majele Sibanda, Président Directeur général du FANRPAN (Food, Agriculture, and Natural Resources Policy Analysis Network)

D'après le Dr Sibanda, la croissance soutenue de l'agriculture ne peut se produire que si tous ceux

qui ont un « intérêt » dans sa réussite participent pleinement à la définition des règles du jeu. Son papier illustre comment la gouvernance et l'environnement politique en Afrique sont confrontés à de nombreux défis : politiques d'exclusion, ordres du jour politiques définis par des pressions extérieures, piètre utilisation des experts locaux, processus politiques peu réfléchis, faible investissement dans la collecte et l'analyse des données, capacités limitées du gouvernement et faibles capacités de plaidoyer. Le Dr Sibanda affirme que le défi réside dans la définition de politiques appropriées capables de piloter et de soutenir une révolution verte africaine. Parmi les changements à apporter à l'environnement politique devraient figurer la réforme des processus politiques et de gouvernance de l'Afrique en soutenant la participation d'une variété d'acteurs (y compris les petits exploitants, et notamment les agricultrices), une bonne gouvernance, le renforcement des capacités, l'intégration régionale, des politiques propices aux technologies, aux infrastructures, aux marchés et aux échanges et le remaniement de l'architecture d'élaboration des politiques.

5. Équité, droits et autonomisation

Pascal Sanginga, Spécialiste en programme senior, International Development Research Centre, Nairobi

La révolution verte africaine a le potentiel de bénéficier à de nombreux Africains, mais on craint fort que ses avantages ne profitent pas aux plus pauvres, et notamment aux femmes pauvres des zones rurales. Le Dr Sanginga soutient que les femmes africaines sont à l'origine de la majeure partie de la production alimentaire du continent et que, par conséquent, elles doivent être au cœur de la révolution verte pour l'Afrique. Mais il prétend que

les femmes sont trop souvent absentes lorsque les politiques sont formulées, les programmes élaborés, les budgets préparés et lorsque les décisions sont prises. Le Dr Sanginga poursuit en soulignant que les programmes existants omettent de s'attaquer aux questions propres au genre qui exacerbent la pauvreté, telles que l'inégalité des droits de propriété sur les terres et les actifs, le pouvoir de prise de décision, l'éducation et les normes sociales.

6. Répondre à de nouvelles menaces et opportunités

Kimseyinga Savadogo, Professeur invité à l'université du Minnesota, de l'université de Ouagadougou au Burkina Faso

Il faut déverrouiller le potentiel de l'agriculture pour contribuer au développement africain. Malgré de nouvelles opportunités, ce papier note que de nouveaux facteurs remettent en question les progrès vers une révolution verte en Afrique. Il s'agit de : i) la pandémie du VIH/SIDA ; ii) la croissance démographique et les pressions sur l'environnement ; iii) le changement climatique et les pressions sur des ressources naturelles fragiles ; iv) la bioénergie et la volatilité accrue des prix alimentaires ; v) les conflits civils qui érodent les moyens de subsistance et la résistance des pauvres ; et vi) la mondialisation. Toutefois, tous les agriculteurs ne sont pas uniformément touchés par ces conditions. Pourtant, dans l'élaboration de nos réponses à ces menaces, de nouvelles opportunités peuvent apparaître qui viennent soutenir le développement et la croissance agricole. Pour conclure, le Dr Savadogo affirme qu'il est nécessaire de concevoir des mécanismes pour mitiger les impacts cumulés de ces menaces et maximiser les répercussions des opportunités potentielles.

3. Vision pour une révolution verte typiquement africaine

Points saillants de la conférence

M. Kofi A. Annan, ancien Secrétaire général des Nations Unies et Président actuel de l'AGRA, a ouvert la conférence en déclarant « s'il y a jamais eu un temps pour une révolution verte en Afrique, c'est maintenant ». Il a appelé une nouvelle révolution verte qui soit « soutenue par des politiques ambitieuses et favorables aux pauvres, aussi bien de la part des gouvernements africains que de ses partenaires internationaux ». À une époque de flambée sans précédent des prix alimentaires et alors que des émeutes de la faim secouent de nombreux pays d'Afrique, M. Annan a mis en garde les délégués en soulignant que les coûts économiques, sociaux et politiques pouvaient devenir très graves. Il a prévenu que la crise alimentaire actuelle risquait d'annihiler les progrès accomplis par l'Afrique ces dernières années et il a argué que, pendant des décennies, « l'agriculture africaine avait été négligée et le prix de cette négligence est désormais flagrant. » Il est temps, a-t-il déclaré, que l'Afrique produise ses propres denrées et devienne autonome en termes de production alimentaire.

Comment y parvenir ? M. Annan a tiré des enseignements des révolutions vertes d'Asie et d'Amérique latine qui se sont appuyées sur des semences améliorées, des engrais et une irrigation à grande échelle pour doper la productivité agricole. Il a ensuite expliqué que les politiques gouvernementales avaient contribué à ces efforts et amélioré le développement rural et les rendements, mais que les résultats n'avaient pas toujours profité aux pauvres. L'Afrique est différente et, ce qu'il faut, d'après M. Annan, c'est une « révolution verte typiquement africaine ». Selon ses propos, cette révolution unique en son genre doit :

- exploiter la très riche biodiversité africaine et être durable ;
- se concentrer sur une gestion judicieuse des ressources en eau ;

- revitaliser les sols africains par le biais d'une approche intégrée en matière de gestion de la fertilité des sols ;
- renforcer les marchés locaux et régionaux ;
- mettre en œuvre des politiques commerciales et agricoles ambitieuses et équitables, qui profitent aux pauvres ;
- considérer les besoins spécifiques des petits exploitants, en accordant une attention prioritaire aux femmes ;
- lutter contre l'exposition accrue du continent aux risques climatiques.

En énonçant la vision de l'AGRA en matière de progrès (Encadré 1), M. Annan a souligné que l'Alliance ne pouvait pas travailler seule et il a appelé des partenariats stratégiques avec des gouvernements, des bailleurs, des organisations paysannes et le secteur privé africains. Dans sa conclusion, il a invité les délégués à se mobiliser pour travailler ensemble et faire de la révolution verte d'Afrique une réalité : « Échouer n'est pas une option. Ensemble, nous réussirons. »

Le Dr Abera Deresa, ministre d'État chargé de l'Agriculture et du Développement rural de la République démocratique fédérale d'Éthiopie, a répondu à M. Annan par un discours dans lequel il l'a remercié d'avoir soulevé plusieurs des défis clés auxquels est confrontée l'agriculture africaine, y compris la crise alimentaire actuelle, le changement climatique et les intrants agricoles. Il a mis en avant l'engagement des chefs d'État africains en faveur de l'amélioration des moyens de subsistance de millions de personnes par le biais d'initiatives comme le cadre commun de développement agricole, qui engage tous les pays d'Afrique à investir au moins 10 % de leur budget national dans l'agriculture pour tenter d'obtenir une croissance régulière de 6 % par an afin d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Compte tenu de ces efforts, il est persuadé que la dépendance du continent à l'égard de l'aide alimentaire peut être inversée.



Encadré 1. L'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA)

Menée par des Africains, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) est un partenariat dynamique africain œuvrant à travers le continent pour aider des millions de petits exploitants et leurs familles à s'affranchir de la pauvreté et de la faim. Les programmes de l'Alliance proposent des solutions pratiques pour augmenter la productivité et les revenus des petites exploitations tout en protégeant l'environnement. L'initiative propose une plateforme pour permettre à différentes parties prenantes de discuter et de mettre en œuvre une révolution verte typiquement africaine que le continent africain puisse véritablement s'approprier et diriger. Elle souligne le besoin d'une pluralité d'actions afin de satisfaire différents besoins en Afrique et, dans le même temps, répondre à la crise alimentaire actuelle. L'AGRA plaide pour des politiques touchant à tous les aspects pivots de la filière agricole africaine : depuis les semences, la fertilité des sols et l'eau jusqu'aux marchés et à l'éducation agricole. Elle s'appuiera sur de nombreux partenariats et écoutera maintes voix afin de garantir l'inclusion et de créer des processus de redevabilité. Présidée par Kofi Annan, l'AGRA bénéficie du soutien initial de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Bill & Melinda Gates. L'association possède des bureaux à Nairobi au Kenya et à Accra au Ghana.

Pour obtenir un complément d'information, consultez www.agra-alliance.org.

Le Dr Deresa a terminé son discours en dressant la liste des défis qui se posent à la création d'une révolution verte pour l'Afrique :

- concevoir et mettre en œuvre des politiques de large portée ;
- garantir la parité entre les sexes ;
- promouvoir le développement du secteur privé ;

- améliorer les capacités de gestion des risques ;
- accroître la commercialisation de l'agriculture familiale ;
- promouvoir la culture et les valeurs pour une croissance propice aux pauvres ;
- renforcer les capacités institutionnelles et humaines ;
- analyser les bénéfices et les risques que présentent les biocarburants ;
- promouvoir une bonne gouvernance à tous les niveaux ;
- renforcer les normes sanitaires et phytosanitaires.

La conférence s'est poursuivie avec le Dr Ousmane Badiane, Chargé de recherches senior à l'IFPRI (International Food Policy Research Institute) et Conseiller en recherches senior auprès du NEPAD, qui a offert aux délégués un regard critique sur les progrès accomplis et les perspectives d'une croissance agricole en Afrique. Il a présenté les principales tendances de la croissance agricole et ses perspectives pour l'ensemble du continent et il a fait part de son avis sur l'avenir de l'ordre du jour et des partenariats pour la croissance. S'appuyant sur des statistiques de l'IFPRI, il a argué qu'un certain nombre de pays africains avaient accompli des progrès significatifs au cours des dix dernières années et que le recul économique rapide des années soixante-dix et quatre-vingt avait été arrêté, voire inversé, dans bon nombre de ces pays. Toutefois, il a souligné que les pays africains doivent encore accélérer leur taux de croissance et la réduction de la pauvreté s'ils veulent avoir une chance d'atteindre l'OMD No.1 (réduire de moitié la pauvreté et la faim) d'ici à 2015.

D'après le Dr Badiane, le défi consiste à s'appuyer sur les changements positifs récents et à accélérer et élargir les processus de redressement tout en gardant en ligne de mire une croissance à long terme durant ces temps de crise. Par conséquent, une « révolution verte typiquement africaine » se doit de s'écarter

de l'accent technologique que l'on observe dans le modèle asiatique et ne pas se contenter de doper les approvisionnements pour inclure des dimensions de marchés et d'échanges, une valorisation du rôle du secteur privé et une mise en valeur de l'importance de l'environnement politique.

Un mécanisme susceptible d'aider à y parvenir serait le PDDAA, le cadre du NEPAD pour un partenariat et une réforme politique de l'agriculture africaine (Encadré 2). L'ordre du jour du PDDAA prévoit un leadership et une appropriation totale par le continent africain ; il offre un cadre commun d'investissement et il définit des cibles budgétaires et de croissance.

Encadré 2. Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA)

Le PDDAA est un effort des gouvernements africains à l'initiative de l'Union africaine (UA)/du NEPAD. Le but principal du PDDAA est d'aider les pays africains à atteindre un degré supérieur de croissance économique par le biais d'un développement piloté par l'agriculture qui pourra éliminer la faim, réduire la pauvreté et l'insécurité alimentaire et permettra une recrudescence des exportations. Bien que sa portée soit continentale, il fait partie intégrante des efforts nationaux pour promouvoir la croissance et le développement économique du secteur agricole. Il ne s'agit pas d'une série de programmes supranationaux devant être mis en place par des pays individuels. C'est plutôt un cadre commun, traduit dans une série de principes et de cibles clés qui ont été définis par les Chefs d'État et de gouvernement pour : i) orienter les stratégies et les programmes d'investissement nationaux ; ii) permettre un apprentissage régional par les pairs et des bilans ; et iii) faciliter un meilleur alignement et une harmonisation des efforts de développement.

Pour en savoir plus, consultez www.nepad.org/2005/files/caadp.php.

Le Dr Badiane a affirmé que la façon d'aller de l'avant serait de faire avancer le processus de mise en œuvre par une accélération de l'alignement des stratégies et la démultiplication des investissements à trois niveaux : i) programmes d'investissement et alignement stratégique au niveau national et régional ; ii) formation de partenariats et d'alliances ; et iii) dialogue politique et examen pour garantir une mise en œuvre réussie.

Des efforts pilotés par les pouvoirs publics pour transformer l'agriculture africaine

La conférence a présenté aux délégués quelques témoignages de succès émergents au niveau national dans le domaine du développement agricole. Les efforts déployés par le gouvernement du Bénin, du Ghana et du Malawi ont été cités en exemple. De nombreux délégués ont souligné que ces cas n'avaient rien d'unique mais illustraient plutôt la volonté croissante des autorités africaines d'investir dans le secteur afin de stimuler la productivité agricole et d'accroître la croissance économique favorable aux pauvres.

Vers une observation de la Déclaration de Maputo au Bénin

Sunday Pierre Odjo, Conseiller en commerce et politiques agricoles auprès de la Conférence des ministres de l'Agriculture d'Afrique de l'Ouest et du Centre, a commencé son discours par une description de la Déclaration de Maputo, fruit de la Conférence des ministres de l'Agriculture de l'UA, organisée à Maputo au Mozambique en juillet 2003. La Déclaration reconnaît l'importance et l'urgence que revêt la mise en œuvre du PDDAA. En témoignage du rôle décisif du secteur agricole pour la réalisation des OMD, les ministres de l'Agriculture, mandatés par leur Chef d'État, se sont engagés à consacrer au moins 10 % des ressources budgétaires

nationales au développement agricole et rural dans les cinq ans. Le Dr Odjo a expliqué que, même si l'agriculture a toujours été un secteur pivot au Bénin – contribuant à 36 % du produit intérieur brut (PIB), entre 75 et 90 % des recettes publiques à l'exportation (le coton étant le principal produit exporté), à 15 % des recettes publiques et à 70 % des emplois du pays – elle n'a jamais constitué une priorité d'investissement pour le gouvernement. De fait, en poids réel, la part de l'agriculture dans le budget national a reculé jusqu'en 2006, lorsqu'un nouvel engagement en faveur de l'agriculture a commencé à se faire sentir.

Le Dr Odjo a précisé que la quote-part de l'agriculture dans les dépenses publiques était passée de 5 % en 2004 à 8 % en 2006 et que le Bénin appartient désormais à la catégorie intermédiaire des pays d'Afrique pour ce qui est de leur allocation budgétaire à l'agriculture. La croissance agricole a bien réagi à ces efforts d'investissements publics,

notamment ceux qui ciblaient le secteur cotonnier. Pour conclure, le Dr Odjo a déclaré que le pays, à son avis, est à mi-chemin de la réalisation de l'objectif de Maputo et qu'il est tout à fait possible d'envisager une progression rapide de la révolution verte au Bénin, à condition de consacrer davantage d'investissements publics au secteur agricole.

Croissance et développement impulsés par l'agriculture au Ghana

Cet exposé a été présenté par le Dr Adewale Adekunle, coordonnateur du Challenge Programme de l'Afrique sub-saharienne auprès du Forum for Agricultural Research in Africa (FARA), au nom du Dr Owusu-Bennoah, Directeur Général du Council for Scientific and Industrial Research (CSIR) au Ghana. La présentation a illustré comment le Ghana a récemment affiché une amélioration prononcée de ses indicateurs macro-économiques, atteignant une croissance moyenne du PIB de 4,6 % entre 2000 et 2006, contre 4,4 % entre 1995 et 1999. D'après le



Betty Kibaara

Dr Owusu-Bennoah, cet essor était davantage imputable à la croissance significative du secteur agricole qu'à une expansion commerciale. L'agriculture a augmenté sa contribution au PIB à près de 38 % en 2006, grâce à des hausses de productivité et à des prix favorables du cacao à l'international. Le succès de la croissance agricole a eu des effets positifs sur le développement économique du pays et il a débouché sur une réduction de la pauvreté. On s'attend à ce que, compte tenu de la trajectoire de croissance agricole actuellement observée, le Ghana atteigne la cible 1 des OMD d'ici à 2008 ou 2009.

Le Dr Owusu-Bennoah a expliqué que plusieurs facteurs ont contribué à la réussite de la croissance agricole du Ghana. Parmi ceux-ci, on peut citer une stabilité politique et une bonne gouvernance depuis près de 25 ans ; des politiques et programmes agricoles judicieux, appuyés par des partenaires du développement qui aident les petits exploitants à produire des denrées de base ; une diversification tournée vers l'avenir et des politiques d'expansion du secteur privé ; des investissements dans les zones rurales permettant de meilleures infrastructures telles que des voies de desserte, des marchés, l'électrification des zones rurales et des programmes de microcrédit à l'intention des petits exploitants ; plus d'attention accordée à la recherche, la science et les technologies pour améliorer les variétés culturales pour les petits agriculteurs et des politiques fiscales prudentes conjuguées à un environnement micro-économique stable pour permettre au secteur privé d'accéder au crédit et de promouvoir les investissements dans l'agriculture, tout particulièrement le secteur horticole en plein essor.

Programme de subvention des intrants agricoles au Malawi

Ephraim Chirwa, Professeur associé d'économie au Chancellor College de l'université du Malawi et Coordonnateur national du Future Agricultures

Consortium, a présenté une évaluation du Programme de subventions des intrants agricoles du Malawi (Agricultural Input Subsidy Programme – AISP), l'une des initiatives des pouvoirs publics suivie de très près et parmi les plus controversées en Afrique. Le Dr Chirwa a constaté que l'agriculture familiale au Malawi se caractérise par de hauts niveaux de pauvreté, de petites parcelles, une culture permanente du maïs, un appauvrissement des sols et une forte dépendance envers la production de maïs à faible intrant. La production de maïs est normalement insuffisante pour couvrir les besoins annuels de consommation et elle est encore entravée par la forte variabilité des prix du maïs qui érode la rentabilité des ménages déficitaires. Le Malawi a souffert d'une profonde crise alimentaire en 2004/05, lorsqu'une très piètre moisson a été suivie par une flambée des cours du maïs. En 2005/06, le gouvernement a institué un programme à coupons ciblé afin de subventionner le coût des engrais et des semences pour les producteurs de maïs et de tabac.

Évoquant une récente évaluation poussée du programme AISP, le Dr Chirwa a constaté que, sur deux ans (2005/06 et 2006/07), la production de maïs du Malawi a sensiblement augmenté. L'évaluation estimait que la production totale pour 2006/07 se montait à 3,4 millions de tonnes, soit 30 % de plus que la moisson record de 2005/06. La sécurité alimentaire des ménages s'est également améliorée puisque la proportion de ménages ayant signalé avoir été profondément secoués par les prix alimentaires élevés est tombée de 79 % en 2004 à 20 % en 2007. Le Dr Chirwa a remarqué qu'il y a des leçons et des opportunités à tirer de l'exemple du programme AISP au Malawi. Le programme repose sur des objectifs de programme et des politiques clairs et il doit être coordonné d'une manière compatible avec les politiques complémentaires et les investissements dans le développement rural. Il a constaté qu'il faut accroître la redevabilité

.....

locale et instaurer des critères cibles clairs pour régir l'allocation des coupons. L'implication du secteur privé et la conception des coupons revêtent aussi une importance cruciale pour le succès du programme. Il doit exister un engagement politique manifeste et le programme doit être impulsé localement. Enfin, il est nécessaire d'assurer une production opportune et des informations de marché à point nommé pour tous les décideurs, les participants du secteur privé et les agriculteurs.

L'engagement européen envers l'agriculture africaine

Le dernier jour de la conférence, Louis Michel, Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire, a fait part de son point de vue sur la crise alimentaire émergente et il a attiré l'attention des délégués sur les inégalités massives en termes de sécurité alimentaire entre pays riches et pays pauvres, qu'il a qualifiées « d'inacceptables ». Il a évoqué le besoin de solutions à court et moyen termes face à ces problèmes. Il a mis en garde la conférence contre le fait que l'aide alimentaire d'urgence, aussi importante soit-elle à court terme, « n'apporte aucune réponse aux causes structurelles et chroniques » à l'origine du problème d'insécurité alimentaire. Le Commissaire a déclaré qu'à plus long terme la sécurité alimentaire ne peut être garantie qu'en donnant la priorité à l'agriculture. Une productivité agricole accrue doit s'accompagner d'une amélioration des réseaux

locaux de distribution et de meilleures liaisons entre les petits exploitants et leurs marchés. Il a assuré l'assemblée que l'Union européenne (UE) était résolument décidée à aider ses partenaires de l'UA à atteindre ces buts, en soulignant que le 10e Fonds européen de développement double l'engagement de l'UE envers le secteur du développement rural, qui passe de 650 millions à 1,2 milliard d'euros. En outre, l'UE propose d'aligner son assistance future à l'agriculture sur l'ordre du jour du PDDAA du NEPAD.

Le Commissaire Michel a fait remarquer que certaines mesures de la Commission européenne pourront atténuer les effets de la volatilité actuelle des prix alimentaires en mettant en place : des dispositifs d'atténuation de la volatilité des prix sur les filières ; des fonds de calamité, des fonds d'intervention et des stocks tampons pour garantir la sécurité alimentaire ; des systèmes d'alerte précoce et des systèmes d'information de marché ; et des fonds pour améliorer les circuits à l'exportation de certains produits agricoles africains, tels que celui développé pour la filière du coton. Il a poursuivi en déclarant que l'Afrique a besoin, non pas d'une, mais de plusieurs révolutions vertes différentes, avec des approches différenciées selon les zones concernées. Pour conclure, le Commissaire a déclaré sa conviction que « garantir à chaque être humain une alimentation adéquate et régulière ne constitue pas seulement un impératif moral, c'est un droit humain fondamental », et il a dit s'alarmer de voir ce droit bafoué alors que le monde dispose des ressources pour le protéger.

4. Multiples perspectives sur l'ordre du jour d'une révolution verte africaine

Visions opposées, ordres du jour conflictuels ?

Pour débiter, les participants à la conférence ont d'abord mis en commun la vision qu'ils se font d'une révolution verte africaine. Certains délégués mettaient en avant le besoin d'investissements massifs afin d'améliorer l'accès aux intrants agricoles, d'autres se concentraient particulièrement sur les droits et l'équité, d'autres encore mettaient l'accent sur la pérennité de cette révolution. Cette section dresse la liste des diverses priorités exprimées par les multiples parties prenantes au cours de la conférence et du séminaire.

Productivité

S'inspirant de divers exemples de la révolution verte asiatique, certains délégués ont ardemment plaidé en faveur d'un accroissement de la productivité agricole par le biais de l'innovation technologique. Au cœur de cet ordre du jour figurent le développement et la distribution d'intrants agricoles cruciaux – semences, nutriments et eau – sous forme de

plants hybrides tant pour les denrées de base que pour les cultures de rapport qui soient capables de supporter les environnements complexes et à risque de l'Afrique, de fortes hausses du taux d'application d'engrais inorganiques et d'une amélioration de la gestion de l'eau.

Croissance

Pour certains participants, les gains de productivité ne sont pas suffisants et ils ont donc plaidé pour privilégier la croissance agricole, ce qui implique d'améliorer les débouchés commerciaux pour les petits producteurs. Ce point de vue souligne le besoin d'investissements en R&D agricole, les échanges régionaux et mondiaux de marchandises afin de promouvoir la croissance de l'économie, et le développement d'infrastructures de marché pour faire en sorte que l'agriculture soit le moteur de croissance de l'économie nationale et du secteur rural.

Droits et équité

Certains délégués ont argué qu'une révolution verte africaine réussie doit mettre en valeur l'équité et



les droits, soulignant le besoin pressant de garantir la représentation des diverses parties prenantes. Il est vital que des processus inclusifs s'attaquent aux problématiques du genre et de l'ethnicité. Il existe un consensus selon lequel les agriculteurs d'Afrique, qui comptent beaucoup de femmes, doivent être au cœur de tout effort visant à doper la productivité agricole et il est reconnu que jusqu'ici leurs voix n'ont pas été suffisamment entendues ou prises en compte.

Pérennité

Pour leur part, certains délégués, reconnaissant les préoccupations sociales et environnementales essentielles soulevées par les détracteurs de la révolution verte asiatique, plaidaient en faveur d'autres approches en vue d'accroître la productivité agricole africaine. Pour ce groupe, la pérennité des interventions de la révolution verte doit être au cœur du processus et ils privilégient la protection de



Mary Kamau

l'environnement, la conservation de la biodiversité agricole et l'assurance que les résultats bénéficieront réellement aux pauvres.

Vers une appréciation commune d'une révolution verte typiquement africaine

Un message pivot est ressorti de la conférence et s'est imposé comme un fil rouge tout au long du séminaire : la clé de l'avenir de l'agriculture en Afrique repose sur l'adoption d'un cap fédérateur, avec une vision claire et des objectifs concrets. Pourtant, cette idée est assortie d'une importante mise en garde : il n'existe pas de panacée universelle. L'approche qui réussira une transformation agricole performante de l'Afrique a besoin de s'écarter du concept de solution miracle unique et adaptée à tous les contextes.

Plusieurs délégués ont soutenu que ce qu'il faut, c'est une « révolution arc-en-ciel » prônant une « éthique écologiste ». Telle une mosaïque aux multiples nuances, cette approche doit aller au-delà d'une cible axée sur la croissance de la production pour faire intervenir des considérations liées à l'environnement, la biodiversité, l'équité et les droits.

Comme l'a habilement résumé un délégué, nous pouvons tirer des leçons des réussites et des erreurs de la révolution verte asiatique parce que nous avons du recul. Dans le cadre d'une « révolution arc-en-ciel », la diversité de l'Afrique serait préservée. C'est seulement par sa diversité – aussi bien biologique que culturelle – que le continent pourra faire face aux inévitables secousses et aux tensions environnementales, économiques et technologiques que l'avenir lui réserve. En outre, plusieurs délégués ont remarqué que la création de conditions propices à la paix et la stabilité est un préalable essentiel à la croissance économique et agricole de la région.

5. Terrains d'entente

Lors des délibérations, les délégués ont à plusieurs reprises préféré que chacun reste sur ses positions (notamment sur la question très controversée des cultures génétiquement modifiées) ou encore ils ont choisi de limiter le débat en raison de la complexité du sujet (p. ex. sur la question de la réforme agraire). Néanmoins, un certain nombre de terrains d'entente sont apparus sur plusieurs fronts, ainsi que l'admission du fait que tous les éléments évoqués sont indispensables pour promouvoir une révolution verte typiquement africaine. Cette section décrit dans leurs grandes lignes ces différents points communs et terrains d'entente.

Crise des prix alimentaires : cible à court terme ou objectifs à long terme

« Le temps des discours est révolu. Nous devons mettre en œuvre des solutions immédiates pour répondre à la crise d'aujourd'hui et agir dans le cadre d'un effort concerté à long terme en vue de transformer l'agriculture familiale, accroître la productivité et la durabilité et mettre un terme à la pauvreté et à la faim. »

Kofi A. Annan, Président, AGRA.

Face à la flambée des cours mondiaux des denrées alimentaires, M. Annan a rappelé aux délégués de la conférence que la crise actuelle des cours alimentaires mondiaux risquait d'annihiler les progrès accomplis par les pays africains au cours des dix dernières années. Tous les délégués ont reconnu que la communauté mondiale et les gouvernements d'Afrique ont besoin de réagir à cette crise. Les délégués ont appuyé le défi lancé par Kofi Annan à la communauté mondiale de soutenir les efforts de l'Afrique par de nouveaux investissements massifs afin d'accélérer la croissance de l'agriculture et de maintenir le redressement économique en cours. Ils ont reconnu qu'il est urgent de s'attaquer aux effets de la flambée des prix sur les pauvres d'Afrique et de mobiliser des ressources pour en atténuer les répercussions adverses.

Dans le même temps, il est à craindre qu'en voulant s'attaquer à la crise actuelle, on se détourne des objectifs à moyen et long termes d'un développement durable, y compris la révolution verte d'Afrique. Nombre de conférenciers ont souligné que si, à court terme, les prix alimentaires élevés constituent une grave menace pour les pauvres d'Afrique, y compris de nombreux agriculteurs, ils représentent aussi une incitation et une occasion de stimuler les investissements afin d'accroître la productivité agricole que les pouvoirs publics et le secteur privé ne doivent pas laisser passer. À ce titre, il a été rappelé que ce sont des conditions analogues en Asie, dans les années soixante-dix, qui furent à l'origine d'une augmentation des investissements dans l'agriculture qui avait débouché sur la première révolution verte. Les délégués ont souligné l'importance de l'objectif à moyen terme de faire en sorte que les petits exploitants aient accès à des intrants fiables et abordables au cours des prochaines campagnes agricoles.

Coordination/convergence et alignement/partenariats

« Les fondamentaux sont là ; nous savons ce qu'il y a à faire, mais nous avons besoin d'actions concrètes, pas de nouveaux cadres. »

Godfrey Bahigwa, Directeur du Plan pour la modernisation de l'agriculture, Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et des Pêches, gouvernement de l'Ouganda.

L'importance de la coordination et de l'alignement des initiatives et des institutions a suscité bien des débats dans les discussions de groupe et lors des sessions plénières. Les délégués reconnaissent qu'il y a bon nombre d'acteurs à réunir et que le défi consiste à coordonner leurs différents ordres du jour pour faire en sorte que tous suivent la même voie sans risquer de travailler à contre-courant les uns des autres. Il est nécessaire d'encourager la coordination et la convergence au sein des processus et des initiatives pivots que sont l'AGRA, le PDDAA et les autres efforts, tant publics que privés. Cette coordination

et ce partenariat revêtent une importance vitale pour la révolution verte en Afrique et ils exigent des alliances entre le secteur public, le secteur privé et les bénévoles.

Certains délégués ont argué que les processus politiques devraient mettre en valeur la nature compacte et consultative des initiatives en veillant à ce que la stabilité politique, la transparence et la cohérence soient promues à l'échelon national et international. Il a été reconnu que des partenariats stratégiques s'imposaient. Ces partenariats devraient impliquer une gamme d'acteurs des secteurs public et privé et veiller à ce que de bonnes pratiques soient adoptées par tous les partenaires, y compris le maintien de la transparence, la redevabilité et la performance. En fin de compte, les participants à la conférence ont réitéré qu'il était important d'inclure des initiatives ascendantes (c.à.d. impulsées localement) au même titre que des efforts à grande échelle, publics et privés, d'amont en aval.

Faire que les marchés (et les échanges) profitent aux pauvres

« Pour habiliter les petits exploitants à participer à une révolution verte africaine, des améliorations devraient être apportées au fonctionnement et aux performances des marchés des intrants agricoles, de manière à ce que les petits exploitants viables puissent accéder aux intrants à des prix rentables et pour permettre aux petits exploitants vulnérables d'acquérir du pouvoir d'achat, pour qu'ils puissent participer aux processus de marché. »

Balu Bumb, Chef de programme, Programme Politiques, Échanges et Marchés de l'IFDC, International Centre for Soil Fertility and Agricultural Development.

Le besoin d'optimiser la facilitation et la coordination pour faire en sorte que les marchés travaillent plus efficacement à la réduction de la pauvreté a été une question clé soulevée par les délégués. Ils admettent qu'un environnement porteur de base, qui est attentif aux infrastructures rurales du développement et soutient la recherche agricole, est indispensable

pour garantir des marchés performants et pour étayer une croissance agricole et économique durable. Les délégués reconnaissent également que l'amélioration de l'environnement porteur nécessite des interventions des pouvoirs publics.

Une plus grande coordination du marché et des interventions sélectives des pouvoirs publics sont également perçues comme des éléments importants pour la réussite de l'entreprise. Toutefois, il a été argué que l'attention ne devrait pas être accordée aux seules denrées de base, mais aussi à la transformation, la diversification et la valeur ajoutée. Dans certains cas, il a été souligné qu'il est impératif d'appuyer les programmes de subvention des intrants et autres programmes de soutien pour les optimiser et garantir une durabilité à long terme. Si l'attention devrait rester ciblée sur les produits de base des marchés intérieurs et régionaux, il a été argué que l'accent mis sur les approches intégrées des filières devrait s'appliquer aux cultures de base ainsi qu'aux cultures de rente et aux nouvelles récoltes, comme les biocarburants. Tout au long de ces délibérations, il a été rappelé en toile de fond qu'une révolution verte typiquement africaine a besoin de s'attaquer sans relâche aux inégalités de pouvoir et d'information dans les domaines des marchés et de l'élaboration de politiques.

Environnement et biodiversité

« La biodiversité est l'une des questions clés. Nous devons veiller à maintenir une agriculture diversifiée et ne pas nous précipiter pour passer des cultures alimentaires aux biocarburants. »

Sunday Pierre Odjo, Conseiller en commerce et politiques agricoles auprès de la Conférence des ministres de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest et du Centre.

La biodiversité agricole a été abordée dans toute une variété de contextes. Les problèmes de durabilité et d'agro-écologie ont soulevé la question de savoir comment renforcer la résistance dans des milieux variés, complexes et à risque. La discussion s'est axée non seulement sur les composantes et les services

écologiques, mais aussi sur les enjeux fondamentaux que représentent la nutrition, la gestion culturelle, la richesse et le bien-être. Le partage des bénéfices a été perçu comme un élément crucial pour faire en sorte que la biodiversité soit préservée. « La conservation par l'utilisation » a été soulignée comme une technique qui peut valoriser l'environnement de façon à ce que les habitants puissent utiliser les ressources, en tirer des bénéfices, et réaliser les investissements nécessaires pour garantir la durabilité future. Les délégués ont plaidé en faveur d'une pluralité d'approches pour pouvoir surmonter la diversité et la complexité d'une gamme de milieux et de systèmes différents sur l'ensemble du continent.

Les délégués ont admis qu'une pression en faveur d'importants investissements et de la fourniture d'intrants clés (tels que des semences améliorées, des engrais organiques et inorganiques, et la gestion des sols et de l'eau) s'impose aujourd'hui pour répondre aux manques de nutriments des sols et pour stimuler

la productivité. Dans le même temps, les délégués ont décrit les dangers de se faire happer dans un piège de programmation et ont plaidé en faveur d'un audit de résistance pour éviter d'être pris au piège dans une trajectoire unique de développement. La réalisation d'un audit afin de mesurer la résistance des programmes était perçue comme une méthode vitale pour améliorer l'efficacité et réduire les pertes, pour vérifier les impacts possibles des interventions (y compris les questions de distribution et de bien-être), et pour mettre en valeur l'aptitude des gens à faire face aux secousses et au stress.

Processus impulsés par la demande (avec l'agriculteur comme acteur central)

« Les agriculteurs ont été laissés en marge du processus dont nous débattons maintenant depuis plus d'un an, or nous ne pouvons pas avoir une révolution, qu'elle soit verte, jaune ou noire, sans ses acteurs clés, qui ne sont autres que les agriculteurs. »

Mamadou Goita, Directrice générale, Institut de Recherche et de Promotion des Alternatives en Développement (IRPAD), Mali.



Susan Kaaria

L'ensemble des délégués de la conférence a reconnu que les agriculteurs et leurs besoins doivent être placés au cœur d'une révolution verte typiquement africaine. L'essentiel des discussions au sein des groupes thématiques s'est axé sur la formation d'alliances entre les agriculteurs et leurs organisations au niveau national, régional et continental. Ce point était perçu comme fondamental afin de garantir que les priorités soient fixées et que les fonds soient dépensés d'une manière qui réponde aux besoins des agriculteurs. Toutes les initiatives doivent tendre vers ce but. Toutefois, il est urgent de consacrer des investissements substantiels au renforcement des capacités.

Les délégués estiment que les compétences requises vont au-delà des aptitudes techniques pour

inclure des compétences « douces ». Une révolution verte équitable exige de mieux savoir encadrer des approches inclusives grâce auxquelles les agriculteurs, et particulièrement les petits exploitants et les pauvres, puissent accéder à des stages de formation en techniques organisationnelles, gestion des affaires, politiques générales, plaidoyer et suivi de l'impact. Bon nombre des délégués estiment que ces ensembles de compétences font défaut actuellement et qu'elles devraient devenir la priorité des efforts à venir.

Les délégués de la conférence et du séminaire ont vivement recommandé de lier les politiques et la mise en œuvre aux processus impulsés par la demande, qui donnent la priorité aux intérêts des agriculteurs et des consommateurs pauvres. Une méthode proposée pour y parvenir consiste à renforcer les capacités des organisations paysannes et autres acteurs de la société civile à comprendre et à s'engager réellement dans des ordres du jour de recherche et des processus politiques clés à l'échelle nationale et régionale. Toutefois, une réserve a été signalée concernant « l'économie de l'attention », pour souligner qu'il est important d'éviter de confier trop de responsabilités aux organisations paysannes, au risque de les surcharger.

Collecte et utilisation des données

« Nous n'avons pas de données fiables [et nous avons] de piètres compétences analytiques. Nous avons besoin d'investir dans la collecte de données et les enquêtes auprès des ménages pour mieux comprendre les moyens de subsistance. Les preuves tangibles sont un bien public et tous les citoyens devraient avoir accès à cette information. »

Lindiwe Sibanda, Président Directeur Général, FANRPAN.

L'absence ou la piètre qualité des données concernant la productivité et les prix agricoles a été un thème récurrent de la conférence et du séminaire. L'amélioration de la collecte, de la disponibilité et de l'utilisation de données de qualité pour surveiller les progrès, évaluer l'impact et les résultats et réfléchir

aux options futures a été soulignée comme un aspect clé pour l'avenir. Des données fiables et opportunes sont précieuses pour informer les politiques et encourager les investissements dans des domaines stratégiques. L'obtention du soutien des universités, des centres de recherche et des services statistiques a été l'une des options avancées pour répondre au défi que constitue l'amélioration de la fourniture de données.

Les données sur la productivité agricole, le revenu des ménages, le prix des intrants et des produits et les grandes tendances des dépenses publiques sont perçues comme des priorités. Ce type de collecte et d'analyse des données permettra de surveiller les progrès, d'évaluer les impacts et de façonner des options futures à mesure que la révolution verte africaine prendra corps. Les méthodes possibles d'amélioration de l'efficacité et de la rentabilité des systèmes de collecte des données et d'information du marché ont été débattues, notamment l'utilisation de téléphones cellulaires, les services de messages courts (SMS ou textos), et l'Internet dans les zones rurales. La prévoyance et un observatoire de veille ont été identifiés comme d'importants moyens d'isoler des menaces et des opportunités futures et de répercuter les informations dans le processus de prise de décision.

Renforcement des capacités

« Il y a eu beaucoup de discours au niveau mondial mais nous devons parler davantage au niveau du village. Il serait bon de voir les agriculteurs, les chercheurs et les vulgarisateurs agir ensemble. »

Gem Argwings-Kodhek, Coordonnateur, Cellule de coordination du secteur agricole, Ministère de l'Agriculture, gouvernement du Kenya.

Le besoin de renforcement des capacités à tous les niveaux, depuis l'agriculteur individuel jusqu'au fonctionnaire de l'administration centrale, a été le fil rouge que l'on a retrouvé tout au long de la conférence et du séminaire. La composante clé de ce débat a gravité autour du renforcement « des politiques de la demande » au sein des agriculteurs,

de leurs organisations et des autres groupes de la société civile en leur donnant une voix pour exprimer leurs priorités et négocier avec l'État, le marché et les acteurs du secteur R&D. Cette voix renforcée a été perçue comme un élément crucial du point de vue de la redevabilité et pour garantir la pérennité. Néanmoins, il reste difficile de veiller à ce que les intérêts des producteurs déficitaires (agriculteurs consommateurs) soient aussi bien représentés que ceux des plus gros producteurs.

Les délégués ont également reconnu un besoin de renforcer les capacités des agents des pouvoirs publics en techniques de négociation sur les questions liées aux échanges et aux normes. Ce point est essentiel pour optimiser leur aptitude à s'engager dans le cycle des négociations commerciales de Doha. Le renforcement de la capacité des agences gouvernementales à répondre aux exigences des producteurs et des consommateurs (recherches, vulgarisation, services, etc.) a été perçu comme une composante importante de la révolution verte africaine. Tout en admettant qu'il existait de véritables contraintes en termes de ressources, les discussions se sont axées sur la façon dont un investissement ciblé pouvait faire une différence à la fois réelle et durable.

Autonomisation et équité

« Le rôle des femmes est très important. Dans mon pays, si vous parlez de sécurité alimentaire, vous devez vous concentrer sur les femmes. Les petits exploitants et les femmes sont l'épine dorsale de l'agriculture. Il est important de se concentrer sur les femmes et sur la meilleure façon de leur donner du pouvoir car ce sont elles qui ont les rennes des économies domestiques. »

Salome Danso, Directeur par intérim, Ministère de l'Alimentation et de l'Agriculture, gouvernement du Ghana.

L'inclusion est perçue comme un élément crucial du nouvel ordre du jour de l'agriculture africaine. Cela veut dire qu'il faut prendre l'équité, les droits et le pouvoir au sérieux. Un point sur lequel les délégués se sont mis d'accord, c'est que les femmes ont un rôle vital à jouer dans le succès d'une révolution verte

africaine. Kofi Annan a déclaré catégoriquement que les politiques générales doivent donner priorité aux femmes, qui représentent la majorité des agriculteurs d'Afrique et ce point de vue a été réitéré tout au long de la conférence et du séminaire. Nombre de délégués ont reconnu que la question de la parité doit être au premier rang de l'ordre du jour et se retrouver dans chaque thème. Les gouvernements, les bailleurs, les organisations agricoles et les ONG doivent tous prendre en compte la contribution des femmes à l'agriculture et faire en sorte qu'elles aient accès à un revenu et puisse exercer un contrôle sur les terres. Mais il ne suffit pas de s'accorder pour dire que les femmes sont le fondement même de l'avenir de l'agriculture en Afrique. Les différentes sessions se sont entre autres demandé comment arriver à l'équité entre les sexes et des recommandations ont été formulées.

L'autonomisation consiste aussi à faire en sorte que les petits exploitants (et peut-être aussi les consommateurs) puissent se faire entendre au sein des organisations paysannes. À l'heure actuelle, les intérêts des petits exploitants, des femmes et autres groupes marginalisés comme les pasteurs ne sont pas bien représentés au sein des groupements paysans ni pris en compte correctement par les prestataires de services. Il a été souligné bien des fois durant la conférence que l'élevage constitue un moyen de subsistance pour bon nombre d'Africains, surtout les pasteurs, et qu'une révolution verte ne devrait surtout pas l'oublier. De surcroît, les délégués ont souligné que le fait de donner aux agriculteurs le moyen de se faire entendre dans les processus politiques est un élément crucial d'une évolution vers un avenir plus durable et plus équitable pour l'agriculture africaine. Outre l'évaluation des accomplissements de cette révolution verte en termes quantitatifs, les délégués ont recommandé que des cibles qualitatives soient fixées en termes d'autonomisation, de moyens d'action, et d'inclusion, en tenant compte d'une approche fondée sur les droits.

6. Recommandations pour faire avancer une révolution verte africaine

Pendant la conférence et le séminaire, les délégués ont passé la majeure partie de leur temps en groupes de travail dans le but de se pencher sur les deux questions fondamentales posées au début de la conférence :

- 1 Comment peut-on exploiter un regain d'intérêt et de nouveaux investissements dans l'agriculture africaine pour engendrer un véritable changement durable ?
- 2 Comment ces efforts peuvent-ils être alignés de façon stratégique sur d'autres investissements et activités de développement et comment d'autres alliances et partenariats stratégiques peuvent-ils être créés pour garantir le succès de l'initiative ?

Les groupes de travail avaient trois objectifs :

i) contribuer à articuler une approche typiquement africaine pour la mise en place d'une nouvelle révolution verte ; ii) identifier des possibilités d'alliances et de partenariats stratégiques pour faire avancer le concept ; et iii) formuler des politiques et pratiques clés, des recommandations et des points d'action stratégiques axés sur la réalisation des objectifs. Cette section fait la synthèse des discussions au sein des six groupes de travail et des recommandations mises en avant. Les recommandations s'inscrivent dans différentes phases de développement et selon différents degrés de spécificité. Elles continueront d'être passées en revue et affinées par les délégués et les autres parties prenantes à mesure de la progression des initiatives.

Institutions et innovations

Ce groupe de travail a entamé ses discussions par l'examen des trois questions fondamentales : politiques générales, mécanismes institutionnels et capacités. Le débat sur les politiques s'est axé sur un examen du PDDAA et de ses quatre piliers en tant que cadre pour savoir comment il pourrait

s'aligner sur d'autres initiatives au sein du concept de révolution verte africaine. Le groupe a reconnu que les pays doivent articuler leurs propres politiques nationales, les aligner sur le cadre du PDDAA et identifier les institutions par le biais desquelles ces politiques seront financées et mises en œuvre. Dans le même temps, il a été souligné que les acteurs pertinents doivent rester concentrés sur la base et toujours privilégier une approche axée sur les gens dans l'élaboration comme dans l'alignement du programme.

Le deuxième sujet de discussion concernant les mécanismes institutionnels a porté sur les thèmes de l'harmonisation et de la coordination. Les participants ont recommandé la création de partenariats officiels à de multiples niveaux, aussi bien continental, national que local, et en particulier l'implication d'alliances entre agriculteurs. La troisième discussion sur les capacités s'est concentrée sur l'établissement de plateformes pour un dialogue multipartite et sur des incitations pour un apprentissage novateur, un partage de l'information, la mobilisation des recherches et l'alignement des objectifs de programme. Il a été admis que de nouvelles technologies, de nouveaux produits et des systèmes inédits devraient être conçus pour le bénéfice des petits agriculteurs et qu'il faudrait trouver des moyens de veiller à ce que les nouvelles technologies arrivent jusqu'à ceux qui en ont besoin. Les délégués ont aussi souligné qu'il fallait faire plus pour stimuler l'innovation et encourager l'expérimentation, aussi bien au niveau des exploitations agricoles qu'au sein des institutions plus haut placées. Nombre d'acteurs pourraient se charger de ces activités, y compris les universités et les instituts de formation, les instituts de recherche, les services de vulgarisation agricole et les organisations paysannes.

À la fin du séminaire, le groupe a formulé deux recommandations :

1. Renforcer les capacités des organisations agricoles et pastorales par le biais de services R&D orientés sur la demande

Les participants ont proposé l'établissement d'un fonds à l'échelle de tout le continent, aux mains des agriculteurs et pilotés par eux pour diriger la recherche, l'innovation et le développement technologique en réponse aux besoins des agriculteurs. Il s'agirait d'un fonds de dotation alimenté par les pouvoirs publics, le secteur privé, des philanthropes, et des agriculteurs et il garantirait des recherches impulsées par la demande sous la direction des agriculteurs. Le fonds aurait plusieurs fonctions : mandater et évaluer des recherches et des produits et services d'information ; mettre à l'échelle les recherches réalisées par les agriculteurs, l'innovation, et l'accès aux intrants ; promouvoir des échanges entre les agriculteurs ; et renforcer les capacités des organisations paysannes pour articuler la demande en matière de recherche/vulgarisation et influencer les politiques. Il est proposé que la prochaine étape de l'établissement de ce fonds soit la commission d'études sur les acquis découlant d'autres fonds de recherches analogues dirigés par des agriculteurs. Ceci permettrait d'affiner le concept, qui pourrait ensuite être testé dans un petit nombre de pays. Des délégués du Ghana, du Kenya et du Mozambique ont tous indiqué qu'ils seraient disposés à piloter ce type d'approche.

2. Transformer l'éducation et la formation agricoles

La seconde recommandation portait sur la transformation du rôle des universités, des collèges techniques et professionnels et la formation agricole afin de mieux répondre aux besoins actuels des petits exploitants. Ces institutions deviendraient des acteurs à part entière de la nouvelle révolution verte en introduisant la réforme des programmes d'enseignement et de nouvelles disciplines. Ils se concentreront sur les besoins actuels et

comprendront des idées en vue de rapprocher la formation des communautés, notamment par le biais de formations communautaires, par des placements ruraux, des incitations et des bourses destinées aux étudiants vivant en zones rurales, par un accroissement de l'implication des communautés et par une meilleure maîtrise du savoir et de l'expérience des agriculteurs locaux. Le but recherché est d'avoir des étudiants et des vulgarisateurs dotés de meilleures compétences techniques et pratiques ; de talents de communications, de leadership et autres compétences dites « douces » ; de compétences entrepreneuriales et de négociation, d'un sens des affaires et autre savoir-faire qui leur permettent de mieux travailler et de tirer des enseignements des agriculteurs dans le cadre de leur formation et de leur expérience professionnelle.

Marchés, commerce et investissements

Les discussions de ce groupe de travail se sont concentrées sur quatre thématiques principales : i) les politiques ; ii) la gestion des actifs et du risque ; iii) l'inégalité du pouvoir, de l'information et du savoir ; et iv) la transformation et les infrastructures. La première question sur les politiques était axée sur l'importance de la création d'un environnement porteur au sein duquel les marchés puissent fonctionner de manière performante. Un désaccord s'est fait sentir quant au rôle de l'État par rapport au secteur privé, mais il a été décidé que certaines circonstances nécessitent la réactivité du gouvernement alors que dans d'autres, ce rôle doit être confié au secteur privé. La seconde thématique sur la gestion des actifs et du risque a gravité autour des politiques et des incitations appropriées pour aider les agriculteurs pauvres à gérer le risque ; les participants ont souligné qu'il était important de faire une distinction entre les différentes régions et les différents marchés. Ils ont aussi mis en exergue le besoin de se concentrer sur les cultures de base



car ce sont elles qui auront le plus grand impact sur les pauvres. Parmi les plus grandes contraintes à surmonter figurent l'instabilité politique, les caprices météorologiques, la rentabilité des cours alimentaires et les prix des intrants, les systèmes de crédit et les mécanismes d'assurance.

La troisième question sur l'inégalité du pouvoir, de l'information et du savoir a considéré deux grandes rubriques : le manque de participation de la société civile, des organisations paysannes et des femmes dans les processus d'élaboration de politiques ; et le renforcement des capacités des organisations paysannes pour qu'elles participent au processus politique et s'introduisent sur les marchés. La quatrième thématique sur la transformation et les infrastructures s'est concentrée sur le besoin de soutenir et de démultiplier les bonnes pratiques, d'accroître les investissements dans les infrastructures et les chaînes agroalimentaires et de renforcer l'intégration verticale tout au long de la filière en faisant correspondre l'offre à la demande et en finançant les deux extrémités de la chaîne de valorisation. Le groupe de travail s'est mis d'accord sur deux approches stratégiques : i) construire des accès aux marchés compétitifs par une coordination intégrée, une gestion améliorée et le partage des risques tout au long de la filière ; et ii) faire des investissements publics dans les infrastructures et établir un environnement juridique propice au développement d'agro-entreprises par le biais de partenariats publics-privés, d'alliances interentreprises et de sociétés en participation.

À la fin du séminaire, le groupe a formulé les trois recommandations suivantes :

1. Adoption du pilier II du PDDAA

Le PDDAA prévoit un cadre pour des activités comme l'amélioration de la compétitivité des agriculteurs, la construction d'infrastructures, les investissements dans la filière et le renforcement des capacités des associations commerciales et

paysannes. Le groupe a suggéré la mise en œuvre de ce genre de programmes par le biais d'une facilitation commerciale concrète et en garantissant des mécanismes de contrôle de la qualité pour les professionnels. Le concept du « Maïs sans frontière » en Afrique de l'Est a été cité en exemple. Une autre suggestion a porté sur l'amélioration de la coordination lors du développement de la filière pour se concentrer sur des activités comme des plantations artisanales, l'agriculture contractuelle, et les plateformes de parties prenantes. Enfin, le groupe a proposé la création d'un fonds de développement des entreprises dirigé par les producteurs.

2. Gestion et partage des risques

Les participants ont suggéré l'essor de mécanismes prouvés (comme les garanties de prêts) afin d'accroître les investissements dans l'agroalimentaire et les coopératives. Ils ont souligné la formulation des meilleures pratiques concernant les mécanismes de partage des risques pour le développement d'entreprises agroalimentaires. La proposition invite également les institutions financières à créer des services et des mécanismes novateurs afin de partager les risques d'investissement avec les agriculteurs. Elle suggère de le faire en créant des garanties de prêts et des fonds de subvention à parité, des programmes de stabilisation des prix publics-privés, et une assurance indicielle ou autre contre des inconnues importantes telles que la météo.

3. Politiques régionales et nationales (en accordant une attention particulière aux cultures de base et aux pasteurs dans le développement de la filière)

Le groupe a recommandé que les mécanismes et les investissements susceptibles de s'attaquer aux principales contraintes du développement de la filière soient identifiés pour que davantage de fonds soient fournis dans ce sens. Les délégués ont suggéré que la participation des petits exploitants et des



Cheikh Sourang

pasteurs à la filière soit surveillée pour garantir leur pleine participation au processus.

Durabilité de l'environnement et biodiversité

Ce groupe de travail a créé une vision globale qui affirme qu'une révolution verte pour l'Afrique devrait « créer une mosaïque d'approches et de solutions, y compris une culture prônant la conservation, un travail minimum du sol, et une utilisation judicieuse d'intrants, dans le but d'exploiter la grande diversité de l'Afrique – humaine, culturelle, diététique, biologique, climatique et environnementale – pour garantir une agriculture de production et des systèmes de subsistance ». Ce groupe s'est d'abord penché sur trois questions fondamentales : la biodiversité agricole et la nutrition, la gestion du sol et de l'eau, et enfin la résistance et la durabilité. La première question sur la biodiversité et la nutrition a gravité autour du danger potentiel que posent le changement climatique mondial et le risque accru de sécheresse

pour la biodiversité naturelle et l'agriculture. Le groupe a reconnu qu'il fallait un niveau élevé de diversité pour permettre l'adaptation et il a reconnu le lien entre la diversité culturelle et la santé/la nutrition.

Le deuxième sujet sur la gestion des sols et de l'eau s'est axé sur la façon de résoudre la question de la prospection de nutriments et le besoin de maintenir l'intégrité physique, biologique et chimique des sols et de l'eau. La troisième thématique sur la résistance a débouché sur la recommandation que les institutions et initiatives existantes soient dotées d'un mécanisme de surveillance écologique et exécutent un audit de résistance et de durabilité, portant sur le suivi, l'apprentissage et l'adaptation. Globalement, le groupe s'est mis d'accord sur le besoin d'une approche holistique, qui privilégie une gestion intégrée des ressources naturelles (GIRN) pour les petits exploitants et les pasteurs.

À la fin du séminaire, le groupe a présenté les trois recommandations suivantes :



1. Inverser l'appauvrissement du sol tout en augmentant la productivité agricole

Le groupe a recommandé que l'accès des agriculteurs pauvres aux engrais organiques et inorganiques soit augmenté et que l'agriculture biologique soit mieux liée aux marchés afin de promouvoir son adoption. Le renforcement des capacités est la clé de la réussite et cela implique la formation des agriculteurs à l'utilisation appropriée d'engrais inorganiques et organiques, en mettant l'accent sur la GIRN. Il a été recommandé de donner la priorité absolue à la collecte des données sur les sols (érosion, perte de nutriments et structure), les nutriments des cultures, la gestion hydrique et les sources d'eau, les estimations annuelles fiables de produits agricoles et d'élevage. Pour que cette collecte de données soit possible, il faut un soutien supplémentaire pour que les bureaux statistiques puissent développer, former et motiver des collecteurs et des recenseurs de données sur le terrain.

2. Actions liées à l'eau

Le groupe a recommandé la promotion de mécanismes de gestion communautaire intégrée de l'eau, comme la restauration des bassins versants et la plantation d'arbres, la collecte/le stockage et la gestion des eaux de pluie, des systèmes d'irrigation abordables à petite échelle et une aide à l'établissement de décrets communautaires afin de réglementer et de promouvoir une gestion adéquate de l'eau. Cette recommandation plaide aussi en faveur d'un prix approprié de l'eau, y compris l'exploration du rôle du prix de l'eau dans le contrôle d'un usage excessif. Du point de vue de l'irrigation, cette recommandation invite à soutenir le pilier II du PDDAA afin d'élaborer son programme d'irrigation planifié, de développer des périmètres d'irrigation à grande et petite échelle et d'introduire des incitations pour la maintenance d'infrastructures adaptées.

3. Utilisation durable de la biodiversité agricole africaine

Le groupe a appelé un état des lieux de la biodiversité agricole (cultures, animaux et poissons) afin d'identifier les espèces qui ne sont pas encore exploitées et pour documenter et promouvoir le savoir autochtone sur la biodiversité agricole. L'état des lieux servirait à élaborer des politiques pour traiter et protéger les droits de propriété intellectuelle et l'accès aux ressources pour les communautés agricoles pauvres. Les participants ont également recommandé l'établissement de stratégies de conservation pour maintenir la diversité sur place et à la ferme et pour la tenue de registres sur le cheptel reproducteur. Le but est d'accroître la productivité des terres non marginales et de réduire la pression sur les terres marginales de proximité. Les participants ont aussi plaidé en faveur d'une action pour associer les agriculteurs à des génothèques dans le but d'accroître la multiplication des graines et la fourniture de semences aux agriculteurs pauvres. Enfin, ils ont préconisé l'élaboration d'une politique sur les micronutriments afin d'accroître l'utilisation des sources existantes de biodiversité pour réduire la malnutrition infantile.

Gouvernance et processus politiques

Le groupe chargé de travailler sur la gouvernance et les processus politiques a commencé sa discussion par un examen de cinq objectifs clés, à savoir : le renforcement des capacités de l'État et des acteurs non étatiques ; le renforcement des processus politiques sensibles au genre ; la transparence dans les processus politiques et financiers ; les capacités de collecte, d'analyse, d'interprétation et d'utilisation des données ; et l'amélioration de l'alignement et de la coordination des politiques. Tout au long de leurs discussions, les délégués ont souligné que les agriculteurs devaient être aux commandes du cycle

intégral des politiques et qu'ils devraient être chargés de définir leurs propres besoins et d'identifier leurs propres problèmes. L'amélioration de la collecte, l'analyse et l'utilisation des données aidera les agriculteurs à s'impliquer dans les différentes étapes des processus politiques. Les femmes ont également été au cœur des discussions du groupe et il a été reconnu qu'il fallait faire en sorte que les femmes et leurs besoins spécifiques soient représentés dans les quatre domaines à l'étude : renforcement des capacités, analyse des données, alignement des politiques et transparence.

À la fin du séminaire, le groupe a formulé deux recommandations pivots :

1. Pertinence des politiques et réactivité de l'État et des acteurs non étatiques

Le groupe a appelé des initiatives en vue de renforcer les forums qui permettraient à l'État et aux acteurs non étatiques de s'impliquer davantage dans les processus politiques par un renforcement des capacités, une meilleure analyse et une documentation systématique des bonnes pratiques. Les participants ont aussi recommandé des actions afin de renforcer les capacités des acteurs à s'investir dans les processus et à aider les agriculteurs à monter des associations et des coopératives. Ils ont souligné que des examens réguliers des politiques s'imposaient pour les rendre pertinentes et réactives et que cela nécessiterait une indépendance de la collecte des données et leur plus grande disponibilité. Enfin, le renforcement des médias a été perçu comme un élément vital pour faire en sorte que les processus soient transparents et que les politiques soient pertinentes et réactives aux besoins des agriculteurs démunis.

2. Redevabilité de l'État et des acteurs non étatiques

Le groupe a proposé d'établir et de renforcer les mécanismes d'examen des performances et

de redevabilité. On pourrait y parvenir par une collaboration entre les groupes de la société civile et les « gendarmes » chargés de surveiller les politiques. Il est aussi recommandé que les pays définissent et adoptent des indicateurs de redevabilité et de gouvernance dans le secteur de l'agriculture par l'établissement d'un groupe de parties prenantes plurisectoriel susceptible de contribuer à la création et l'adaptation d'indicateurs. Enfin, le groupe a préconisé la production de données crédibles et le renforcement des capacités d'analyse par le biais de la formation des chercheurs, des médias, des organisations paysannes et des ONG.

Équité, droits et autonomisation

Les délibérations du groupe ont commencé avec un passage au crible des inégalités engendrées par la révolution verte asiatique et il a été suggéré que les résultats étaient tout à fait déséquilibrés du point de vue de la parité et de la distribution des revenus. Le groupe s'est ensuite penché sur les questions d'accès aux terres et au crédit, notamment pour les femmes. Il a également considéré l'accès aux ressources et aux organisations paysannes en posant la question : qui est laissé de côté ? Le groupe a formulé une déclaration de mission qui affirme vouloir « émanciper les femmes, les groupes marginalisés et les pasteurs pour qu'ils s'impliquent activement et de manière efficace dans les associations de producteurs ».

Les discussions se sont axées sur quatre questions clés. La première portait sur la nécessité de fixer des cibles mesurables dans le domaine du genre et de l'équité et le groupe a suggéré de monter des programmes d'action conçus spécialement pour garantir l'accès des femmes et des groupes marginalisés. La seconde gravitait autour des besoins des organisations locales en termes de compétences élémentaires (p. ex. compétences organisationnelles et commerciales) et de leadership (pour influencer les politiques et les négociations). La troisième suggérait

que le renforcement des interactions horizontales et verticales et des partenariats/réseaux avec d'autres organisations permettrait d'éviter des relations inégalitaires, de créer davantage de flux d'information et des mécanismes de redevabilité tout en plaçant des fonds entre les mains de petits producteurs et de groupes marginalisés. Enfin, le groupe s'est penché sur la manière d'augmenter l'accès aux ressources et aux services pour les groupes marginalisés par le biais de processus proactifs, de subventions aux plus pauvres, d'accès au savoir et aux nouvelles technologies, de services collectifs de marketing et de politiques foncières équitables.

À la fin du séminaire, le groupe a formulé trois recommandations :

1. Accès à des ressources financières

Il faut promouvoir des partenariats en collaboration entre les associations de producteurs, les pouvoirs publics, les ONG, les banques et organismes de microfinancement, et les organisations internationales pour : i) tester de nouveaux produits, tels que des prêts agricoles et des régimes d'assurance ; ii) renforcer les capacités par le biais de formation au développement d'entreprises ; iii) créer des pépinières d'entreprises et des activités d'agrotransformation et de valorisation ; iv) collecter des faits concrets crédibles sur la base des modèles réussis de banques villageoises afin de déterminer quels modèles donnent les meilleurs résultats pour les pasteurs et les pauvres ; et v) construire des infrastructures sensibles au genre, p. ex. de meilleurs systèmes d'adduction et de stockage d'eau en vue de donner plus de temps aux femmes pour se livrer à des activités de développement d'entreprise.

2. Renforcement des capacités

Le groupe a recommandé l'exécution d'analyses comparatives des différentes organisations afin de déterminer leurs besoins en renforcement des

capacités et pour voir qui elles desservent et si elles répondent aux considérations d'équité. Il est également nécessaire d'accorder plus d'attention aux technologies et à l'innovation et de les promouvoir par le renforcement des capacités des agriculteurs et des associations paysannes.

3. Disséminer le message dans toute l'Afrique

Le groupe a plaidé en faveur de réunions à deux niveaux destinées aux associations de producteurs en Afrique qui pourraient être organisées par l'établissement d'un forum de district et d'un forum national. Parmi les participants devraient figurer des producteurs (agriculteurs), des ONG, des gouvernements, des institutions locales de microcrédit, des fournisseurs de services de vulgarisation et des centres de recherche régionaux.

Nouvelles menaces et nouvelles opportunités

Le groupe de travail a commencé ses discussions en énonçant trois principes clés. Le premier principe souligne la nécessité d'utiliser les technologies existantes tout en développant de nouvelles, selon les besoins. Les sciences et les technologies sont indispensables à une révolution verte africaine mais le travail en réseau aura une importance primordiale, pour tenir compte des disponibilités actuelles, les distribuer rapidement et faire la liaison avec le plus de partenaires possible. Les chercheurs et autres doivent pouvoir circuler librement entre les frontières et les technologies doivent être adaptées aux circonstances locales. Le deuxième principe portait sur l'importance de l'alignement, en reconnaissant qu'il n'existe qu'une capacité limitée de mise en œuvre et que l'efficacité augmentera grâce à un meilleur alignement des activités et des programmes. Toutefois, il est important que les capacités locales ne soient pas déplacées mais plutôt établies en « mode projet », ce qui pourrait

affecter la durabilité des progrès (puisque la durée de vie limitée d'un projet tend à ne pas encourager le renforcement des capacités locales). Le dernier principe ciblait les questions de technologies, en soulignant que le renforcement des capacités est un processus à long terme et que tous les acteurs (qu'il s'agisse de centres de recherches agricoles nationaux ou internationaux) doivent former des partenariats stratégiques autour des technologies clés, qu'elles soient traditionnelles ou émergentes. Dans la même logique, la technologie devrait être orientée tout au long de la filière et les parties prenantes ont besoin d'optimiser la fourniture de services technologiques.

Le groupe s'est penché sur quatre menaces et opportunités potentielles : le VIH/SIDA et la crise alimentaire émergente ; le changement climatique et le conflit lié au foncier ; le changement climatique et ses effets sur l'eau ; et les biocarburants.

À la fin du séminaire, le groupe a formulé trois recommandations :

1. Adaptation de systèmes de production et de commercialisation au changement climatique (long terme)

Le groupe a considéré les questions de l'accès aux moyens de subsistance, de l'intensification et du marketing. Les participants ont soutenu le besoin de développer des variétés de semences résistantes au stress pour différentes conditions agroécologiques et ils ont défendu le ciblage de denrées de base comme le manioc, le mil, le sorgho et quelques autres, sans oublier les aliments pour animaux et les cultures fourragères. Le groupe a également souligné que des efforts analogues devaient être déployés pour le secteur de l'élevage, y compris la fourniture de services vétérinaires et de reproduction pour faciliter l'adaptation au changement climatique, en mettant tout particulièrement l'accent sur les systèmes pastoraux. Deux séries d'actions ont été proposées : i) la démultiplication des « alliances

semencières » propices aux pauvres, avec l'accueil de nouveaux pays et de produits supplémentaires dans ces alliances. De surcroît, l'ampleur de la demande doit être renforcée pour augmenter l'accès aux nouvelles variétés tolérantes au stress par le biais de méthodes comme les subventions, les dons et le marketing ; et ii) le développement, dans la même optique, « d'alliances d'adaptation du bétail ».

2. Informations et prévisions météorologiques et climatiques pour le secteur agricole (moyen terme)

Le groupe a recommandé la mise au point et le renforcement de systèmes d'information climatiques et de prévisions météorologiques en temps réel. Les membres du groupe ont souligné le besoin de renforcer et de tirer des leçons des acquis dérivés des initiatives régionales, nationales et locales existantes en fournissant de meilleures informations météorologiques qui permettent aux producteurs de réagir à une complexité et une incertitude écologiques toujours croissantes. Cette recommandation englobait aussi une proposition visant à élargir les régimes d'assurances-récoltes et d'assurances contre les risques météorologiques pour les petits exploitants.

3. Protection sociale (court terme)

Cette recommandation prévoyait des actions visant à réduire la vulnérabilité par une gamme de mesures de protection sociale, y compris des garanties de crédit et des subventions à parité (p. ex., par des coupons et l'adoption de semences ciblées), des transferts conditionnels d'espèces, des systèmes de stockage post-moisson, des campagnes de nutrition scolaire, des programmes nourriture/argent/semences contre travail, et la radio communautaire. Le groupe a souligné le lien entre la liste de mesures ci-dessus et l'accès à des technologies « résistantes au climat », des pratiques culturelles adaptatives et des initiatives de formation.

7. Nouvelles orientations et nouvelles possibilités

Il est difficile, voire impossible, de résumer les principales leçons qui émergent d'une série de débats aussi riches et variés. Néanmoins, tout au long de la semaine, on a retrouvé plusieurs fils rouges dans les délibérations. Il faut :

- éviter de généraliser et de prescrire des remèdes universels. Il est préférable de reconnaître la dynamique complexe et la diversité de la vie pratique sur le terrain ;
- comprendre les interactions dynamiques entre les processus économiques, sociaux et politiques ;
- identifier les processus de changement dans des contextes sociaux et agroécologiques différents ;
- se concentrer sur la politique et éviter les « solutions miracles » techniques simplistes ;
- reconnaître les multiples façons d'arriver à des moyens de subsistance agricoles durables et négocier des compromis entre eux ;
- éviter de réinventer la roue de la révolution verte.

Comme l'ont fait remarquer de nombreux délégués, du fait du tissu complexe et unique de conditions économiques, écologiques et sociales qui existe en Afrique, les évaluations de politiques génériques sont moins utiles qu'on ne pourrait le croire pour l'élaboration et la mise en œuvre de politiques agricoles. Par conséquent, les évaluations de politique doivent toujours s'appuyer sur des analyses propres au contexte. En particulier, des évaluations poussées des ensembles de contraintes qui s'imbriquent pour influencer la transformation agricole du continent doivent être élaborées à partir d'analyses propres aux circonstances en présence – tant biophysiques que sociopolitiques – au niveau local, national, et régional. Les typologies et les scénarios des trajectoires futures possibles (p. ex. diversification, intensification, marketing, etc.) devraient être développés pour chaque contexte sans se contenter de proposer des alternatives réductrices arbitraires mais en offrant des



Des membres du Comité consultatif s'entretiennent avec un délégué



Bara Gueye, avec Lindiwe Sibanda en arrière-plan

options modelées pour différentes communautés en fonction de leur milieu de vie. Le développement méthodologique de ce type de travail – y compris le renforcement des capacités des chercheurs, des décideurs et des acteurs de la société civile à entreprendre eux-mêmes ce genre d'analyse – exige un sérieux investissement, de la part de l'Afrique mais aussi des pays donateurs.

Les institutions agricoles internationales et nationales doivent être encouragées à réfléchir de façon créative au processus de résolution de problèmes dans l'agriculture africaine et au rôle qu'ils peuvent y jouer. Des questions épineuses doivent être posées en termes de pouvoir, d'équité et de droits : qui rédige les questions ? Quel savoir compte ?

Quels modèles d'innovation et d'élaboration de politiques sont les plus appropriés ? Quelles sont les capacités qui sont mises en valeur dans la mise au point de nouvelles solutions et de nouvelles politiques ? Comment l'impact est-il défini et mesuré et comment peut-on démontrer l'apprentissage qui découle des évaluations ?

Ceci soulève des questions en termes d'investissements appropriés, non seulement technologiques et infrastructurels, mais aussi, et c'est fondamental, sociaux, politiques et institutionnels. Les défis que posent les développements technologiques et leur adoption par l'agriculture africaine exigent donc plus que des investissements importants dans la mise au point de nouvelles

variétés de semences ou d'engrais. Ils nécessitent aussi de nouveaux programmes ambitieux et de nouvelles façons d'organiser et de régir le processus d'innovation agricole lui-même, depuis la recherche en amont jusqu'à la mise en œuvre en aval. Ceci comprend l'élaboration d'un ordre du jour permettant de transformer les systèmes d'innovation agricole par le biais d'approches d'apprentissage participatives et inclusives conjuguées à « une politique de la demande » plus énergique et mieux structurée. Ceci nécessitera, entre autres, des investissements dans les organisations et les fédérations agricoles afin de renforcer leurs capacités, de mettre en valeur leur aptitude à négocier avec des acteurs puissants des secteurs public et privé et d'accroître leur aptitude à influencer les principaux ordres du jour politiques.

Comme les délégués l'ont souligné à plusieurs moments forts durant les deux rencontres, il n'y a bien sûr aucune « panacée » pour résoudre les problèmes de l'agriculture africaine ; et aucune « solution miracle » politique, institutionnelle, technique ou de marché. Malgré l'urgence de la crise alimentaire actuelle, les idées qui sont ressorties de la conférence et du séminaire plaident pour un examen rigoureux du contexte et des circonstances en présence pour ne pas décider trop hâtivement de la marche à suivre. Il est donc important d'aller au-delà d'un simple recyclage d'idées obsolètes pour tirer des leçons des échecs et des ratés antérieurs. Cela ne veut pas dire pour autant que les vieilles idées n'ont plus d'utilité. La série de solutions avancées par les participants aux rencontres de Salzbourg comprenait quelques idées très anciennes, testées et éprouvées (p. ex. des infrastructures améliorées, des périmètres d'irrigation, des systèmes de stockage après moisson, des subventions pour l'achat d'intrants, la formation et le renforcement des capacités à tous les niveaux,

des pratiques GIRN), mais, et ce point est important, ces idées étaient abordées d'une nouvelle manière.

Au cœur de ces solutions possibles figurent des facteurs politiques, économiques et sociaux qui revêtent une importance cruciale. Par conséquent, au lieu de préconiser une approche technocratique dirigée par des experts pour piloter un vaste développement par le truchement de l'innovation agricole en Afrique, il faut adopter une position politiquement plus sophistiquée. En particulier, il est nécessaire de s'attacher davantage à comprendre et à influencer les processus d'innovation, d'intervention et de politiques agricoles et non pas se contenter de définir leur contenu technique. Un tel ordre du jour exige une approche interdisciplinaire qui sache allier la meilleure analyse économique et technique aux subtilités d'une analyse socioculturelle et politique.

Comme mentionné plus haut, cet ordre du jour exige une parfaite appréciation des réalités locales, ancrée dans une analyse des contraintes propres au contexte, permettant aux multiples parties prenantes d'élaborer et de débattre de divers scénarios et options. Cela suggère de nombreux défis pour tous les intéressés : décideurs, vulgarisateurs, éducateurs, chercheurs, organisations de financement, entreprises du secteur privé sans oublier, bien sûr, les agriculteurs et leurs organisations.

Le changement nécessitera une collaboration et des partenariats véritables à tous les niveaux ; pas seulement un intérêt de pure forme envers les « plateformes », « l'alignement » et la « coordination », mais bien une collaboration avec les principaux acteurs qui cherchent à déclencher une vraie révolution de l'agriculture africaine ; une révolution capable d'engendrer une croissance et un développement véritablement durables et équitables.

Postface

Le Salzburg Global Seminar, l'Institute of Development Studies et le Future Agricultures Consortium continuent de travailler avec le Comité consultatif international et les principales parties prenantes pour faire avancer l'ordre du jour en faveur d'une « révolution verte typiquement africaine » durable et plus équitable. Les organisateurs collaboreront avec un certain nombre d'institutions d'Afrique et des bailleurs pour soutenir, en particulier, l'inclusion des organisations paysannes dans les grands forums d'élaboration de politiques et de prise de décision. Par leurs efforts, les organisateurs entendent appuyer les actions de renforcement des capacités, promouvoir un alignement plus efficace des politiques et des approches, et faire avancer des processus plus inclusifs, s'inscrivant dans la logique des principales recommandations formulées à Salzburg. Des mises à jour et les résultats de la prochaine phase de l'initiative seront mis à disposition par le biais des sites Internet des organisateurs (voir au dos de l'ouvrage).

Nous vous encourageons vivement à partager les recommandations énoncées dans ce rapport avec d'autres intéressés et d'autres parties prenantes pour faire avancer celles qui cadrent directement avec la mission et le centre d'intérêt de votre institution. Ce n'est que par le biais d'une action concertée et d'un engagement partagé en faveur des objectifs à long terme que constituent le développement durable et la réduction de la pauvreté, par des processus plus inclusifs et en privilégiant l'autonomisation et l'équité, que l'on pourra faire de vrais progrès.

Informations complémentaires

Présentation de Kofi Annan :

www.salzburgseminar.org/mediafiles/MEDIA40093.pdf

Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA) :

www.agra-alliance.org/

Programme détaillé pour le développement agricole en Afrique (PDDAA) :

www.nepad.org/2005/files/caadp.php

Programme de subventions des intrants agricoles du Malawi (AISP) :

www.future-agricultures.org/pdf/MalawiAISPFinalReport31March.pdf

Déclaration de Maputo :

www.donorplatform.org/component/option,com_docman/task,doc_view/gid,432/Itemid,98/

Présentation de M. Louis Michel, Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire :

www.salzburgseminar.org/mediafiles/MEDIA40225.pdf

Présentation du Dr Baba Dioum sur le pilier II du PDDAA – Présentation de la FIMA :

www.donorplatform.org/content/view/100/146/1/1/

Remerciements

Nous adressons notre très vive appréciation aux donateurs qui ont soutenu différents aspects des travaux et des rencontres décrits dans cette publication, notamment la Fondation Bill & Melinda Gates, la Fondation William & Flora Hewlett, le Kilimo Trust, la Fondation Rockefeller et le Département britannique du Développement international (DFID).

L'initiative est coordonnée par le Salzburg Global Seminar et l'Institute of Development Studies (IDS), sous la gouverne d'Edward Mortimer et Nancy Smith du Salzburg Global Seminar et de John Thompson de l'IDS. Elle a été guidée par le savoir-faire d'un Comité consultatif international (CCI). Les organisateurs aimeraient remercier les membres du CCI pour leur contribution aux documents de discussion, aux présentations officielles et pour leur assistance en qualité de présidents, secrétaires et rapporteurs à l'occasion de la conférence et/ou du séminaire :

Adewale Adekunle, Forum for Agricultural Research in Africa (FARA)
Ghana Akin Adesina, Alliance for a Green Revolution in Africa (AGRA), Kenya
Gem Argwings-Kodhek, Future Agricultures Consortium (FAC) et Agricultural Sector Coordinating Unit (ASCU), Ministère de l'Agriculture, Kenya
Ousmane Badiane, International Food Policy Research Institute (IFPRI), États-Unis
Ephraim Chirwa, Future Agricultures Consortium (FAC) et Chancellor College, université du Malawi, Malawi
Mamadou Bara Guèye, Innovation environnement et développement (IED), Sénégal
Susan Kaaria, Fondation Ford, Office for Eastern Africa, Kenya
Amdissa Teshome, Future Agricultures Consortium (FAC) et A-Z Consult, Éthiopie
John Thompson, Future Agricultures Consortium (FAC) et Institute of Development Studies (IDS), GB
Ann Tutwiler, Fondation William & Flora Hewlett, États-Unis
Grace Wasike, East Africa Farmers Federation (EAFF), Kenya
Gwen K. Young, Fondation Bill & Melinda Gates, États-Unis.

Nous remercions également toutes les autres personnes qui ont contribué aux présentations et aux séances de discussion de la conférence et du séminaire :

Kwesi Atta-Krah, Bioversity International, Italie
Louis Michel, Commissaire européen en charge du Développement et de l'Aide humanitaire
Njabulo Nduli, Ambassade d'Afrique du Sud en Italie
Sunday Pierre Odjo, Conférence des ministres de l'Agriculture en Afrique de l'Ouest et du Centre, Sénégal
Emmanuel Owusu-Bennoah, Council for Scientific and Industrial Research (CSIR), Ghana
Pascal Sanginga, International Development Research Centre (IDRC), Bureau régional d'Afrique de l'Est et Australe, Kenya
Kimseyinga Savadogo, université de Ouagadougou, Burkina Faso
Lindiwe Sibanda, Food, Agriculture and Natural Resources Policy Analysis Network (FANRPAN), Afrique du Sud

Merci aussi à notre partenaire en communications, WRENmedia et à Herman Seidl pour les photos.

Les organisateurs souhaiteraient adresser leurs vifs remerciements à Kofi Annan pour avoir prononcé l'allocution principale et pour l'engagement attentif qu'il prête à ces questions.

À propos de l'auteur

Nalan Yuksel prépare actuellement un doctorat à l'université de Sussex au Royaume-Uni qu'elle consacre plus particulièrement à la révolution verte en Afrique. Elle est récemment rentrée du Kenya où elle a travaillé comme chargée de recherches senior en politiques agricoles et en agroalimentaire pour le Centre des Objectifs du Millénaire pour le Développement à Nairobi. Auparavant, elle a travaillé comme l'un des principaux auteurs pour le Groupe d'experts onusien du Projet du Millénaire sur la Faim et comme analyste des politiques agricoles à l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Mme. Yuksel est titulaire d'une licence de commerce de l'université d'Alberta et d'une maîtrise en affaires internationales de l'université de Carleton au Canada.

Crédits

Édition/conception/mise en page : Green Ink Publishing Services Ltd. (www.greenink.co.uk)

Photos : photos de la page de couverture avec l'aimable autorisation de Neil Palmer/WRENmedia ; photos intérieures de Herman Seidl, TIREZ electronic images™, pour le Salzburg Global Seminar

Il y a maintenant 60 ans que le Salzburg Global Seminar (www.SalzburgGlobal.org) parvient à réunir des particuliers et des institutions de différents pays, issus de multiples secteurs professionnels et défenseurs de points de vue souvent opposés, pour les inciter à s'engager dans un dialogue axé sur les problèmes qui élargit la réflexion, affine les perceptions et procure une nouvelle appréciation, trouve un terrain d'entente et un langage commun et tisse des liens puissants au-delà de différences souvent marquées. Le séminaire excelle dans la création et la mise en œuvre de programmes qui rapprochent les gens par-delà de multiples frontières en élargissant leurs connaissances des questions abordées. Grâce à ces programmes, des pratiques couronnées de succès sont diffusées et adaptées à de nouveaux contextes, de nouvelles méthodes et approches politiques sont mises au point, des initiatives axées sur les problèmes sont mises sur pied et des progrès sont accomplis pour résoudre d'épineux problèmes mondiaux.

Le Future Agricultures Consortium (www.future-agricultures.org) entend encourager le débat critique et le dialogue politique sur l'avenir de l'agriculture en Afrique. Par le biais de dialogues politiques dirigés par les parties prenantes sur les scénarios de demain pour l'agriculture, informés par des recherches approfondies sur le terrain, le Consortium vise à élaborer des défis politiques et pratiques pour promouvoir et soutenir une croissance agricole favorable aux pauvres en Afrique. Ses travaux actuels se concentrent sur quatre thèmes pivots : i) les processus politiques ; ii) la croissance et la protection sociale ; iii) les commercialisations agricoles ; et iv) la science, la technologie et l'innovation. Dans le cadre de ses travaux, Future Agricultures organise de grandes manifestations pour débattre de questions politiques clés au niveau local, régional et international.

L'Institute of Development Studies (IDS) (www.ids.ac.uk) est une organisation mondiale de premier plan dans le domaine de la recherche, de l'enseignement et des communications sur le développement international. Fondé en 1966, l'IDS jouit d'un renom international fondé sur la qualité de ses travaux et sur son engagement à appliquer des compétences académiques à des défis du monde pratique. Son objectif est de comprendre et d'expliquer le monde et tenter de le changer, de l'influencer et de l'éclairer. L'IDS héberge cinq équipes de recherche dynamiques, huit cours post-licence très prisés et toute une gamme de services à la connaissance par excellence. L'institut accueille environ 100 chercheurs, 70 documentalistes, 65 agents administratifs et quelque 150 étudiants. La famille IDS englobe un vaste réseau de partenaires, d'anciens agents et d'étudiants à travers la communauté du développement du monde entier.